



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- La Hague. Aval du Futur : le label "Grand chantier" accordé au projet industriel d'Orano – Tendance Ouest
- Lutte contre la fraude : 50 millions redressés en Normandie ; 1,5 milliard au niveau national pour les Urssaf ! - Normandinamik

Sécurité

- Rouen. [Actualisé] 32 000 foyers privés de courant sur la rive gauche, la préfecture indique un retour à la normale – Tendance Ouest
- Monster trucks, cascades à motos et voitures enflammées : le Motorshow arrive à Dieppe ! – Infos dieppoises

Services de l'État

- Rouen. Fermeture administrative : deux établissements de nuit sanctionnés par la préfecture – Tendance Ouest
- "Ici, nous sommes comme une famille" : quatre ans après le début de la guerre en Ukraine, cette maison dédiée aux réfugiés ferme ses portes au Havre – France info
- Les "nuances" politiques attribuées aux listes des municipales par les préfectures agacent certains candidats : comment sont-elles choisies ? – France Info
- Clères. Le Parc rouvre bel et bien samedi – courrier cachois
- Saint-Romain-de-Colbosc. Des trésors archéologiques sous le futur centre technique ? - Le courrier cachois
- Les éleveurs de volailles de la région de Dieppe face à la grippe aviaire : "On sait que ça peut tomber – Infos Dieppoises
- Un gymnase menacé de fermer pour des défauts de sécurité près de Dieppe – Infos dieppoises

Collectivités territoriales et équipements publics

- À Notre-Dame-de-Bondeville, près de Rouen, la maire sortante visée par une nouvelle plainte, empêtrée dans les affaires et soutenue mordicus par le PS – Le Poulpe

Social et société

- Rouen. La Société normande de protection des animaux pourrait fermer d'ici trois ans, une cagnotte en ligne créée pour "faire tourner la structure" – Tendance Ouest
- "C'est une horrible honte" : une messe en mémoire des victimes des abus sexuels dans l'Église, en la Cathédrale de Rouen – ICI Normandie

- Une messe d'hommage aux victimes de violences sexuelles dans l'Église : entre timide reconnaissance et colère, 'l'attente des victimes est très forte" – France Info
- Cette maman veut récupérer ses enfants placés près de Dieppe : "j'ai trop longtemps fermé ma bouche" – Infos Dieppoises

Faits divers

- Rouen : un feu dans un local désaffecté du centre sportif Guy-Boissière, la patinoire évacuée par précaution – InfoNormandie
- La patinoire de l'île Lacroix évacuée, le coup d'envoi du match Rouen – Amiens retardé – Paris Normandie

Environnement

- Environnement. Protection de l'eau : Matignon contre les commissions locales ? – Le courrier cauchois
- Environnement. Le niveau des océans monte plus vite que prévu – Le courrier cauchois
- Ouverture de la pêche à la truite : la fédération renforce le suivi scientifique des rivières près de Dieppe – Infos dieppoises
- Une société soupçonnée de ne pas avoir empêché une pollution dans la Saône près de Dieppe

Municipales 2026

- Cette erreur à Sotteville-lès-Rouen a beaucoup fait rire Nathalie Arthaud de Lutte ouvrière – HuffPost
- À Sotteville-lès-Rouen, Lutte ouvrière annoncée gagnante par erreur, Alexis Ragache finalement réélu – France Bleu
- Municipales 2026 : À Harfleur, un maire d'extrême droite élu au premier tour par 10 voix d'écart
- Une percée du Rassemblement national moins forte qu'escomptée en Normandie : on fait le point- France info
- Municipales 2026 à Dieppe. Nicolas Langlois réélu dès le premier tour : « C'est Dieppe qui a gagné » - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour – Paris Normandie
- Municipales 2026 au Havre. Edouard Philippe en tête au premier tour avec 43,76 % des votes- Paris Normandie

Santé

- Plus grand et plus moderne : le centre médico-social de Déville-lès-Rouen déménage – ICI Normandie
- Pourquoi des infirmières de la région de Dieppe se retrouvent sans salaire – Infos Dieppoises
-

Travaux et aménagements

- Pourquoi la D925 sera en partie fermée à la circulation pendant plusieurs nuits, près de Fécamp ? – Paris Normandie
- Le quartier de la gare de Dieppe transformé d'ici fin 2028 – Infos Dieppoises
- De nouveaux travaux prévus à Dieppe en mars – Infos Dieppoises

- Une route fermée à la circulation près de Dieppe à cause d'une marnière – Infos Dieppoises

Patrimoine

- À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco – Paris Normandie

Acteurs publics

- Une participation historiquement faible au premier tour, scrutin "Covid" de 2020 excepté
- La DGFIP confrontée à la reconnaissance judiciaire d'un suicide imputable au service
- Parité : un baromètre pour mesurer la répartition du pouvoir décisionnel dans la haute fonction publique
- Communication de l'État : la réforme accélère avec la nomination d'une préfiguratrice

La Hague. Aval du Futur : le label "Grand chantier" accordé au projet industriel d'Orano

Julien Rojo

2-3 minutes

Emmanuel Macron a passé une semaine sous le signe du nucléaire. Le chef de l'Etat participait mardi 10 mars au Sommet international sur l'énergie nucléaire, puis au Conseil de politique nucléaire jeudi 12 mars. Ce conseil définit les grandes orientations de la politique nucléaire nationale.

- **A lire aussi.** [Près de Dieppe. " Le chantier du siècle " : en déplacement à Penly, Emmanuel Macron réaffirme le besoin de souveraineté énergétique](#)

Retour sur le chantier du siècle

Le chantier de l'[Aval du Futur](#), porté par le spécialiste du recyclage de combustibles nucléaires [Orano](#), à La Hague, a aussi été évoqué. Il vise à construire, d'ici 2040, deux piscines d'entreposage des combustibles usés, un nouvel entreposage de matières et une nouvelle usine de fabrication de combustibles recyclés "Melox 2". Le projet comprend aussi la construction d'une nouvelle usine de retraitement des [combustibles usés](#) "La Hague 2" et d'une troisième piscine d'entreposage des combustibles usés. Ces infrastructures devraient permettre d'étendre l'activité de La Hague jusqu'à la fin du siècle.

Un label pour solidifier le programme

Pour financer ce chantier gigantesque, un premier accord a été passé entre Orano et EDF. "Le conseil de politique nucléaire s'est également félicité de l'accord de principe", précise l'Elysée. L'Aval du futur a aussi reçu le label "Grand chantier". Ce label, créé dans les années 1970 par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), a déjà été mis en œuvre pour construire

le parc électronucléaire du pays. Il avait été accordé au chantier de [l'EPR de Flamanville](#) en 2008. Le Conseil nucléaire *"demande aux services de l'Etat de mettre en œuvre les mesures nécessaires à l'accélération des procédures et à la simplification des exigences applicables au programme"*. Les autorités demandent à EDF et Orano de finaliser d'ici la fin de l'année les modalités de l'accord de financement, avec les services de l'État.

Lutte contre la fraude : 50 millions redressés en Normandie ; 1,5 milliard au niveau national pour les Urssaf ! - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

3–4 minutes

Si la lutte contre le travail dissimulé demeure une mission historique toujours réalisée par les services de l'Urssaf, ceux-ci ne cessent néanmoins d'évoluer. Objectif : élargir leur champ d'intervention afin de lutter contre l'ensemble des pratiques frauduleuses qui représentent une menace directe pour le financement de notre modèle social.

En France, la Sécurité sociale, ce sont plus de 643 milliards d'euros versés au bénéfice de 12 millions d'usagers chaque année. Un montant de dépenses qui représente environ 22 % du PIB français (chiffre 2024). Mais pour continuer d'exister, ce modèle social se doit d'être protégé. C'est l'une des missions des agents de l'Urssaf qui, au-delà de la collecte des cotisations et contributions sociales auprès des employeurs, sont également en charge des aspects de contrôle et de recouvrement.

Un aspect de leur métier loin d'être négligeable, dans la mesure où, en 2025, le montant des redressements opérés au titre de la lutte contre le travail dissimulé a dépassé 1,5 milliard d'euros en France et atteint plus de 50 millions d'euros en Normandie !

« La lutte contre le travail dissimulé est une mission historique de l'Urssaf. C'est aussi une responsabilité collective au service d'un modèle social auquel les Français sont profondément attachés. Garantir son financement, préserver l'équité entre les entreprises, assurer l'accès de tous aux droits sociaux : cette exigence guide en permanence l'action des équipes pour prévenir, détecter et combattre la fraude et protéger ainsi notre système de protection sociale », explique Sandra Auzannet-Aubineau, directrice de l'Urssaf Normandie.

Ainsi, en Normandie, pas moins de 365 actions de contrôle ciblées ont été réalisées par les services de l'Urssaf en 2025. Les actions de prévention, programmées sans présomption de fraude et à visée pédagogique, représentent quant à elles 84 % des actions globales (près de 2 000 actions engagées en 2025).

Si le travail dissimulé reste au cœur des actions opérées par l'Urssaf, ses agents doivent désormais faire face à d'autres pratiques frauduleuses : fraudes à la création d'entreprise, fausses déclarations, détournements de dispositifs. Depuis 2023, plus de 25 000 situations frauduleuses de ce type ont été identifiées et près de 1,3 million d'euros de fraude ont été évités.

Dans le cadre de ses objectifs nationaux pour la période 2023-2027, l'Urssaf s'est fixé celui d'atteindre 5,5 milliards d'euros de redressements. Sur les trois premières années, le montant des redressements enregistrés s'élève déjà à 4,5 milliards d'euros...

Par ailleurs, les actions menées par l'Urssaf ont permis de redresser 1 503 millions d'euros de cotisations et contributions sociales en 2025. Ce montant global comprend en pratique deux composantes : les cotisations et contributions non déclarées (1 041 millions d'euros) et les sanctions (462 millions d'euros).

« Notre objectif est clair : garantir que chacun contribue à hauteur de ce qu'il doit, pour que tous puissent bénéficier pleinement des protections auxquelles ils ont droit », assure l'Urssaf.

Rouen. [Actualisé] 32 000 foyers privés de courant sur la rive gauche, la préfecture indique un retour à la normale

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

A 12h, la préfecture de Seine-Maritime indique que tous les postes sources de RTE ont été réalimentés. *"Enedis, qui redistribue l'électricité auprès des clients, indique un retour à la normale imminent"*, précisait le communiqué. La préfecture a indiqué également que l'incident sur le réseau *"est en cours d'investigation"*.

La coupure a été soudaine et massive et a concerné plusieurs communes de la rive gauche de Rouen. Un incident sur un poste source de RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a provoqué une panne de courant chez 32 000 clients dans la matinée du vendredi 13 mars peu avant 10h à Rouen, Petit-Couronne, Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Saint-Etienne-du-Rouvray.

A 10h50, 20 000 foyers avaient déjà été réalimentés, indique RTE, qui précise que *"les équipes sont mobilisées pour rétablir le courant"*.

Lat Nitrogen met ses installations en sécurité

Par ailleurs, la coupure a entraîné une mise en sécurité de l'ensemble des installations chez Lat Nitrogen à Grand-Quevilly, un site industriel classé Seveso seuil haut. *"Ces opérations sont susceptibles de générer des impacts visuels et sonores, sans danger pour les riverains ou les collaborateurs"*, précise l'industriel, qui a activé sa cellule de crise *"afin de mettre en œuvre [son] plan d'urgence relatif à une perte d'utilité électrique"*.

Le parc des expositions, où se tient le salon Emploi en Seine, a été concerné par la coupure, ce qui a largement perturbé la tenue du

salon. A 11h20, le courant était en train d'être rétabli dans l'équipement.

actu.fr

Monster trucks, cascades à motos et voitures enflammées : le Motorshow arrive à Dieppe !

~3 minutes

Les amateurs de sensations fortes et d'automobiles ont rendez-vous les 21, 22, 27 et 28 mars 2026 sur l'hippodrome de Dieppe (Seine-Maritime) pour le Motorshow world tour.

Sur le même thème

[Automobile](#)

[Hippodrome Dieppe-Rouxmesnil](#)

[Spectacles](#)



Motorshow world est accueilli à l'hippodrome de Dieppe (Seine-Maritime) pendant deux week-ends. ©Motorshow world tour

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 13 mars 2026 à 6h28 ;
mis à jour le 13 mars 2026 à 9h02

Vous aimez les cascades spectaculaires, les Monster trucks et les motos ? Alors vous ne pouvez pas manquer le **Motorshow world tour** qui pose ses valises à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) les 21, 22, 27

et 28 mars 2026 sur l'hippodrome de Dieppe.

Les organisateurs l'assurent, il faut « se préparer à vivre un moment intense, 100 % fun et adrénaline ».

Au menu notamment, d'un grand show inédit qui compile démonstration de motocross, acrobaties de voitures ou encore cascades sur des voitures en flamme.

Une Fan-zone avant le spectacle

Pièces maîtresses du spectacle, les Monster trucks, ces espèces de 4x4 tout terrain géants qui promettent une ambiance très américaine.

Grâce à la fan-zone, ouverte deux heures avant le show officiel, il sera possible pour les visiteurs d'effectuer des baptêmes et de découvrir les impressionnants engins.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Des tours de karting seront également proposés et les pilotes s'adonneront même à une séance photo et de dédicace.

Les spectacles auront lieu samedi 21 mars à 15 h, dimanche 22 mars à 15 h, vendredi 27 mars à 19 h et samedi 28 mars à 15 h.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Spectacle du Motorshow world tour les 21, 22 et 28 mars à 15 h et le 27 mars à 19 h sur l'hippodrome de Dieppe. Tarifs : de 18 € à la gratuité.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen. Fermeture administrative : deux établissements de nuit sanctionnés par la préfecture

Justine Carrère

~2 minutes

A Rouen, deux établissements de nuit ont été sanctionnés d'une fermeture administrative par la préfecture de Seine-Maritime. Il s'agit du bar Le Comité des fêtes situé au 72 rue de la Vicomte et de la boîte de nuit Bella Night située au 64 route de Bonsecours.

A lire aussi. [Rouen. Le juge des référés confirme la fermeture administrative du So pour une durée de deux mois](#)

Le Comité des fêtes fermé jusqu'au 24 mars

Le Comité des fêtes qui a ouvert en mars 2025, a été sanctionné par la préfecture. Il est fermé pour 15 jours, depuis le 9 mars 2026 et jusqu'au 24 mars 2026 *"à la suite d'une rixe au sein de l'établissement le 30 janvier 2026"*, indique la préfecture. *"Après audition de la personne ayant provoqué la rixe, il s'est avéré qu'elle était alcoolisée après avoir consommé plusieurs verres au bar"*, poursuit-elle. Cet établissement avait déjà fait l'objet d'un avertissement en décembre 2025 pour nuisances sonores.

Le Bella Night fermé jusqu'au 30 mars

La boîte de nuit Bella Night de Rouen est selon la préfecture fermée pour 21 jours, depuis le 10 mars 2026 et jusqu'au 30 mars 2026 pour réitération de fermeture tardive. Un avertissement a été notifié à l'établissement le 24 septembre 2025, précise-t-elle. *Les mêmes faits (fermeture tardive) avaient été constatés le 13 janvier 2026"*.

Contactés, les deux établissements rouennais n'ont pas encore répondu à nos sollicitations.

"Ici, nous sommes comme une famille" : quatre ans après le début de la guerre en Ukraine, cette maison dédiée aux réfugiés ferme ses portes au Havre

Écrit par Mélisande Queïnnec

4-5 minutes

Elle avait été inaugurée le 20 mars 2025 et hébergeait 26 personnes. La Maison des Ukrainiens du Havre (Seine-Maritime) va fermer ses portes le 30 juin 2026. Quatre ans après le début de la guerre, ces derniers ont en effet perdu la protection spécifique temporaire, attribuée par l'Europe, dont ils bénéficiaient jusqu'alors.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Fin juin, clap de fin pour la Maison des Ukrainiens au Havre...

Ouvert le 20 mars 2025 dans un ancien foyer SNCF, l'hébergement va fermer ses portes comme toutes les autres structures dédiées aux réfugiés ukrainiens.

En cause : la fin de leur protection spécifique temporaire - rallongée en 2025 par l'Europe, son application s'est achevée le 4 mars. Pour de bon.

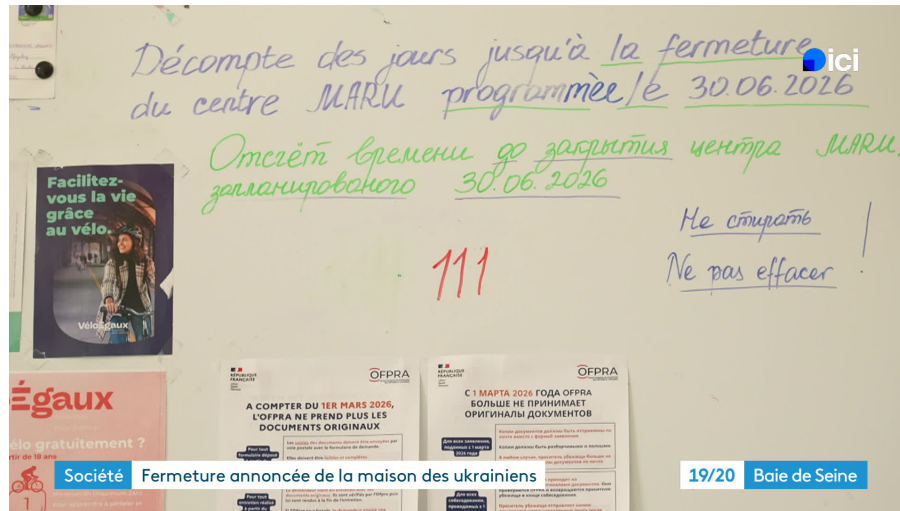
La décision est un coup dur pour les 26 ressortissants ukrainiens qui y vivent encore. Sergiev y fait sa gymnastique tous les matins... Olena et Bogdana, elles, préfèrent se retrouver autour d'un puzzle... Et tous s'y sentent chez eux.

"C'est très difficile que ça ferme ici, déplore Olena Umanets. Nous

sommes ensemble, comme une famille, une petite famille..."

VIDÉO. Le reportage d'Isabelle Ganne et Marie Benoist :

durée de la vidéo : 00h02mn05s



Clap de fin pour la Maison des Ukrainiens • ©France 3 Baie de Seine

La structure a accueilli jusqu'à 39 personnes, dont Yehor Kondratov. Le jeune homme, désormais inscrit en import-export à l'université, a obtenu un logement étudiant mais repasse régulièrement entre ces murs.

"Même si je suis déjà sorti de la structure, ils m'aident avec mon CV, avec toutes les démarches administratives, explique-t-il dans un français assuré. Oui, c'est dommage que ça ferme."

[Désormais inscrit à l'université, Yehor Kondratov cherche un stage dans l'import-export.](#) • © France 3 Baie de Seine

La maison devait fermer fin décembre mais a pu bénéficier d'un délai de six mois supplémentaires, pour accompagner au mieux les personnes hébergées. L'urgence, pour elles, est d'obtenir le statut de demandeurs d'asile.

"On les incite à sécuriser leur parcours, de manière à ne pas se retrouver en France sans statut, donc sans ressource et sans protection, alerte Christelle Gibeaux, responsable de la Maison des Ukrainiens. En Ukraine, les nouvelles qu'on a - aussi par eux - c'est qu'il n'y a plus d'eau, plus de chauffage, et le courant devient très compliqué. Quand ils y retournent, il y a une réalité qui s'impose à eux. La demande d'asile prend sens aussi."

[Olena Umanets espère trouver un travail dans une crèche.](#) • © France 3 Baie de Seine

La démarche n'est pas si simple. Car ce statut les empêchera de retourner en Ukraine durant quatre ans. Alors pour certains, dont Olena - qui a laissé sur place mère et enfants - l'objectif diffère : en plus d'un logement, il leur faut trouver un travail pour obtenir un titre de séjour.

Infirmière de profession, Olena Umanets espère donc "*travailler dans une crèche avec les enfants*". "*Parce que j'adore les enfants !*", conclut-elle.

Avec Isabelle Ganne.

Les "nuances" politiques attribuées aux listes des municipales par les préfetures agacent certains candidats : comment sont-elles choisies ?

Écrit par Baptiste Renaut

6-8 minutes

À deux jours du premier tour des élections municipales, une polémique enfle dans certaines communes. L'attribution par les préfetures des "nuances" politiques aux listes candidates, un exercice administratif censé apporter de la clarté aux électeurs, suscite la colère de certains candidats en désaccord avec le qualificatif retenu.

Résultats des élections municipales 2026

Alors que les candidats aux élections municipales des 15 et 22 mars sont dans la dernière ligne droite, l'attribution par les préfetures des "nuances" politiques à leurs listes cause quelques mécontentements en Normandie.

Les règlements électoraux demandent que l'État attribue avant l'élection, dans les communes de plus de 3 500 habitants, une "nuance" politique à toutes les listes aux municipales. Ce "nuançage", comme l'appellent les services préfectoraux, est encadré [par une circulaire du gouvernement](#) qui précise les qualificatifs possibles et les critères d'attribution. Les préfetures doivent qualifier chaque liste en fonction des 25 nuances préétablies par le ministère de l'Intérieur.

Ces "nuances" n'apparaissent pas obligatoirement sur le matériel de campagne ou les affiches. Mais elles sont utiles pour produire une analyse électorale des résultats des élections des différentes formations politiques sur un territoire donné. Dans les médias, les nuances attribuées par la préfecture servent souvent de critère objectif pour qualifier le bord politique des candidats. Elles sont ainsi censées apporter de la clarté aux électeurs.

Pour les candidats investis officiellement par un parti, l'affaire est simple : la nuance correspondra au nom de ce parti ("*La France insoumise*", "*Les Républicains*", "*Rassemblement national*"...). C'est pour les autres listes, celles qui sont le fruit d'une union, ou qui sont soutenues par une formation politique sans investiture formelle, que la tâche se complique.

Ces listes peuvent alors être qualifiées de "*divers*", "*divers droite*", "*divers gauche*", mais aussi "*extrême gauche*" ou "*extrême droite*", "*régionaliste*", "*souverainiste*", ou encore "*union du centre*", "*de la gauche*" ou "*de la droite*". Le critère retenu, précise la circulaire ministérielle, est celui des soutiens politiques reçus par les candidats.

Stéphane Sinagoga, le secrétaire général de la préfecture du Calvados, détaille les critères utilisés par son administration pour qualifier une liste. Ce sont souvent les soutiens reçus et les engagements passés des candidats, notamment de la tête de liste, qui servent à objectiver la couleur politique, informe-t-il. "*Nous allons regarder le parcours politique, ses engagements, ses éléments de campagne électorale. Et nous allons voir également s'il est attaché ou membre d'un parti politique, ou s'il a un parti politique qui soutient sa candidature*", explique-t-il. Et c'est là que la polémique peut apparaître.

À Hérouville-Saint-Clair (Calvados), la candidate Christine Bonissent ne décolère pas. Alors qu'elle avait déclaré sa liste dans la catégorie "*divers*", les services préfectoraux l'ont officiellement classée comme "*divers extrême droite*". Elle conteste formellement ce terme, qui ne reflète pas selon elle sa sensibilité politique.

Pour la candidate, le choc est brutal. Sur les 35 candidats de sa liste, un seul est encarté dans un parti politique. Il s'agit du numéro deux, Tony Desclos, membre de Reconquête, la formation d'extrême droite présidée par Éric Zemmour. Selon Christine Bonissent, cette unique appartenance d'un candidat à un parti ne vaut pas le soutien du parti Reconquête. Et ne justifie certainement pas le classement à l'extrême droite de sa candidature. "*Personne n'est encarté en dehors de cette personne-là. Donc je ne vois pas pourquoi on va étiqueter toute une liste extrême droite*", s'insurge-t-elle. "*Mes affiches sont recouvertes par d'autres affiches d'antifa avec le contenu suivant : 'pas de fachos à Hérouville'. Ça va loin*", explique-t-elle. "*On a des colistiers qui, au travail, ont eu des problèmes. On leur a posé des questions*".

Avant le début de la campagne, Tony Desclos avait un temps été pressenti pour diriger sa liste. Christine Bonissant attribue aussi le choix de la préfecture à son propre passé militant. Elle a elle-même été membre de Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan, [lequel s'était allié à Marine Le Pen, cheffe du parti d'extrême droite Rassemblement national](#), lors de l'élection présidentielle de 2017, avant d'appeler à voter pour elle à nouveau en 2022.

"Le fait que j'ai été encartée chez Monsieur Dupont-Aignan il y a quelque temps, cela me joue des tours", juge Christine Bonissant. "Il n'est pas fasciste du tout ! Mais maintenant, c'est le mot à la mode, qui n'a plus aucun sens tellement il est galvaudé", réagit-elle, avant de se dire "humaniste". Elle souligne aussi son engagement plus ancien au Modem, un parti centriste, qui n'a pas été retenu pour déterminer la nuance de sa liste. "Il y a un parti pris qui me gêne. Je me demande si, à la préfecture, on est vraiment impartial", lance-t-elle. La candidate indique avoir pu s'entretenir, jeudi 12 mars, avec un responsable de la préfecture pour évoquer le sujet, sans que sa nuance officielle ne soit modifiée pour l'instant.

Pour les candidats mécontents, le recours semble difficile à ce stade de la campagne. Si la préfecture peut théoriquement faire marche arrière, le délai l'empêche souvent, affirme Stéphane Sinagoga. Dans le cas de Christine Bonissant, le dépôt de sa liste le tout dernier jour de la période légale a coïncidé avec la clôture de l'attribution des nuances. S'il reste possible de modifier cette étiquette a posteriori, une fois le scrutin passé, le nuancement actuel est désormais celui qui fera foi pour les élections. *"Si la modification intervient après, ça nous impactera quand même pour les élections", déplore la candidate.*

À Hérouville-Saint-Clair, en plus de Christine Bonissant, trois autres personnes se présentent au poste de maire : Christophe Garcia (extrême gauche), Vincent Louvet (union de la gauche) et Rodolphe Thomas (union du centre).

Clères. Le Parc rouvre bel et bien samedi

Julie Hervieux

~2 minutes

Bonne nouvelle pour les amateurs du Parc de Clères. Il rouvrira bel et bien ses portes ce samedi 14 mars ! Le doute demeurait ces derniers jours.

Une exposition à découvrir

L'équipe du Parc a hâte de vous retrouver et vous invite à venir découvrir la nouvelle exposition *Zoos : des histoires d'hommes et d'animaux*. Depuis plus de 5 000 ans, les hommes entretiennent une relation particulière avec les animaux : des ménageries royales aux zoos modernes. Visionnaire, Jean Delacour a repensé le rôle du zoo pour en faire un lieu de savoir, de protection et de recherche à l'image du parc de Clères. Cette exposition retrace cette évolution et met en lumière les enjeux actuels : bien-être animal, préservation de la biodiversité et avancées scientifiques.

En ce qui concerne le protocole sanitaire en place, nous n'avons pas plus d'éléments. *"C'est la Préfecture qui décide de la réouverture ou non du Parc en levant l'arrêté"*, précise l'équipe du Parc. [Rappelons qu'un cas de grippe aviaire sur un canard avait été recensé en février.](#)

Le parc est ouvert de 10h00 à 18h30, derniers billets d'entrée délivrés à 17h30.

Saint-Romain-de-Colbosc. Des trésors archéologiques sous le futur centre technique ?

Luc Gallais

3—4 minutes

C'est un chantier certes voyant si on passe dans le secteur proche du cimetière, mais discret au regard de l'absence de communication autour des travaux. A vrai dire, la Ville aurait voulu en parler de manière plus importante, elle voulait même y apporter une approche pédagogique en invitant les élèves du groupe scolaire François-Hanin à se rendre sur place pour découvrir le travail mené sur le parking de la Briqueterie par l'Inrap (l'Institut national de recherches archéologiques préventives). Cette dernière a finalement mis son veto, par crainte de visites et de potentiels pillages.

Un diagnostic archéologique

Depuis le lundi 2 mars, et jusqu'au milieu de cette semaine, des investigations ont été menées à différents endroits de ce grand parking, mais aussi sur des terrains derrière les locaux de la Direction des routes départementales et à proximité du site du club canin de Saint-Romain. *"On ouvre 10 % d'une parcelle globale de deux hectares, pour voir s'il y a des données archéologiques potentielles*, expliquait en début de chantier une archéologue de l'Inrap. *Il s'agit d'un diagnostic mené en lien avec le service régional de l'archéologie, qui nous demande d'intervenir."* Des tranchées linéaires de plusieurs dizaines de mètres ont été creusées par une équipe de l'Inrap, avec notamment l'appui d'un paléontologue et des géomorphologues. Il faut dire que ce secteur est potentiellement propice en trouvailles archéologiques, puisqu'à proximité d'une zone de faille karstique et d'une carrière classée aux monuments historiques. Un rapport sera rédigé et transmis au service régional de l'archéologie, qui pourrait décider de lancer des fouilles préventives en fonction des données recueillies lors de

ce diagnostic.

"On est dépendant de l'Etat, confie Sylvain Courseaux, adjoint chargé des travaux. Il faut une levée de doute, vérifier qu'il n'y ait pas de sujet d'importance dans le sous-sol. Et si on trouve des choses, il faudra les préserver." La Ville envisage, sur ce parking, la construction de son nouveau centre technique municipal, [le bâtiment abritant l'ancien ayant été démoli lors des travaux de déconstruction menés sur l'îlot Sonefi](#). Un permis de construire a été déposé, mais avant de lancer un chantier, ce diagnostic est nécessaire. Les services techniques ont été provisoirement installés dans un bâtiment loué aux Etablissements Parmentier. *"Il y a un choix stratégique d'établir un bâtiment d'environ 500 m², proche du centre-ville et de la déchetterie"*, ajoute Sylvain Courseaux. La municipalité saint-romanaise a sollicité des subventions pour ce projet, dont le plan de financement, d'un montant prévisionnel de 1,27 million d'euros, a été revu à la baisse pour atteindre 1,06 million d'euros. Des demandes ont été formulées auprès de l'Etat, via la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour 500 000 € et le Département pour 320 695 €.

Les éleveurs de volailles de la région de Dieppe face à la grippe aviaire : "On sait que ça peut tomber"

1-2 minutes

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 14 mars 2026 à 19h20

La [grippe aviaire](#) est devenue au fil du temps un sujet prégnant pour les professionnels de la région de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). La fin d'année 2025 a d'ailleurs été marquée par la [découverte de foyers](#) dans des élevages comme à [Luneray](#) au mois d'octobre. « Quand c'est tombé à Luneray, il a fallu réagir très vite. Nous étions dans le rayon des dix kilomètres et nous n'avions plus le droit de transporter des volailles vivantes », se souvient **Olivia Choppin**, attachée de direction pour l'élevage Gazan situé à [Offranville](#). Le transport de volailles vivantes, c'est l'activité principale de l'élevage offranvillais. « Il a fallu que nous mettions en place des stratagèmes », poursuit Olivia Choppin. Dans les faits, en discussion avec les services de l'État, après quelques jours d'arrêt, l'élevage a décidé de délocaliser ses plateformes en dehors du périmètre des dix kilomètres.

Un gymnase menacé de fermer pour des défauts de sécurité près de Dieppe

3—4 minutes

Le gymnase de ce collège près de Dieppe (Seine-Maritime) est sous le coup d'une menace de fermeture pour des défauts de sécurité. Des travaux doivent être réalisés.

Sur le même thème

[Education](#)

[Terroir-de-Caux](#)

[Travaux](#)



Un certain nombre de points ont été levés, le gymnase de Gruchet-Saint-Siméon (Seine-Maritime) peut donc rester ouvert. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 14 mars 2026 à 6h18

Sous le coup d'une menace de fermeture pour **défauts de sécurité**, le **gymnase** du collège de [Gruchet-Saint-Siméon \(Seine-Maritime\)](#) reste opérationnel pour les activités sportives de l'établissement scolaire et pour les associations qui l'utilisent.

La mise en demeure reste d'actualité avec l'obligation pour la communauté de communes de Terroir-de-Caux, propriétaire des

locaux, d'effectuer les derniers travaux demandés par la sous-préfecture.

Un délai supplémentaire

Mais compte tenu des éléments fournis par la collectivité à la municipalité de Gruchet-Saint-Siméon, le maire, Jean-François Sopalski, a décidé d'accorder un **délai supplémentaire de deux mois**.

Pour rappel, cette menace de fermeture survient à la suite d'une visite de sécurité effectuée par un sapeur-pompier référent en septembre 2025.

Ce dernier relève plusieurs défauts : l'absence de vérification des extincteurs, même chose pour le système de ventilation, l'éclairage de sécurité et le système d'alarme.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une commission de sécurité est déclenchée à la sous-préfecture le 15 octobre en présence du sapeur-pompier référent, du maire de Gruchet-Saint-Siméon et des services de la sous-préfecture.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Faute de documents adéquats, une mise en demeure avec fermeture du gymnase sous deux mois a été décidée.

« Les documents transmis rapidement par Terroir-de-Caux à l'issue du rapport ont permis de lever un certain nombre de motifs mais pas tous. Aujourd'hui, il reste à intervenir sur le système d'alarme et une porte coupe-feu. Il faut également changer les aérothermes mais tous les points impactants ont été levés », explique le maire Jean-François Sopalski.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Notre-Dame-de-Bondeville, près de Rouen, la maire sortante visée par une nouvelle plainte, empêtrée dans les affaires et soutenue mordicus par le PS

Auteur Matteo Trabelsi

12-15 minutes

À Notre-Dame-de-Bondeville, près de Rouen, Myriam Mulot, maire sortante et candidate à sa réélection, est désormais liée indirectement à quatre plaintes d'agents municipaux, dont celle d'une responsable syndicale, qui la met personnellement en cause pour harcèlement et souffrance au travail. Ces nouveaux éléments s'ajoutent à une enquête pénale en cours, tandis que le PS et Nicolas Mayer-Rossignol maintiennent leur soutien.

Ce ne sont visiblement pas ses déboires judiciaires qui empêcheront Myriam Mulot de se représenter à la mairie de Notre-Dame-de-Bondeville, dans la proche banlieue de Rouen (Seine-Maritime). À quelques jours du premier tour des élections municipales, la situation se tend un peu plus autour de la maire sortante.

En plus de la plainte déposée contre elle le 17 février 2026 par la responsable syndicale de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa) sur la qualification de harcèlement moral, trois autres procédures, que *Le Poulpe* a pu consulter, concernent la cuisine centrale et mettent en cause, selon les plaignants, un proche de l'édile.

À Notre-Dame-de-Bondeville, ces nouveaux développements viennent s'empiler sur une série d'affaires qui, depuis le début du mandat de Myriam Mulot, n'ont cessé d'émailler la vie politique locale. Depuis plusieurs mois, la maire est ainsi visée par une enquête préliminaire du parquet de Rouen pour « *prise illégale d'intérêts* » et « *détournement de fonds publics* », [comme l'a déjà documenté *Le Poulpe*](#). Dans ce cadre, [les locaux de la mairie ont](#)

été perquisitionnés début juin 2025 par la police judiciaire.

L'enquête est toujours en cours et Myriam Mulot reste présumée innocente dans ce dossier comme sur celui ayant trait à la plainte pour harcèlement moral. Sollicitée par *Le Poulpe*, la maire nous a renvoyés vers son avocat qui n'a jamais répondu à nos questions.

Début février 2026, l'Unsa diffuse un tract en interne. Le document, que *Le Poulpe* a pu consulter, évoque des agents « *parfois harcelés, humiliés et intimidés par leurs chefs qui confondent responsabilité et abus de pouvoir* ». Alors que ce tract ne citait ni la commune ni de noms précis et relevait d'un document d'information syndicale classique, Karine, représentante syndicale Unsa, dit avoir souhaité faire les choses légalement.

« *J'ai voulu le remettre en main propre [à la maire], mais il y a un mépris total du syndicat de la commune. Personne n'a voulu me recevoir* », précise-t-elle. Dans les jours qui suivent, le tract est relayé sur Facebook. Puis la mairie adresse un courrier à la représentante syndicale.

Une plainte et de nouvelles commandes de repas

Dans ce document adressé directement à Karine, que *Le Poulpe* a également pu consulter, Myriam Mulot conteste formellement la démarche. La maire rappelle « *l'obligation de réserve* » des agents et dénonce la « *diffusion inappropriée d'un document interne* ». Mais selon les informations du *Poulpe*, l'intimidation ne s'est pas limitée à cette réponse écrite. Lors d'un conseil de discipline, la maire, devant toute l'assemblée, a manifesté son souhait d'un report d'audience. La raison ? « *Il y a une syndicaliste qui distribue des tracts pour l'opposition dans la salle* ».

Directement visée, Karine dit avoir vécu cette scène comme un opprobre public, elle qui est désormais formellement accusée par l'édile d'agir pour le compte de l'opposition municipale. « *On m'accuse d'avoir diffusé ce tract, ce qui est totalement faux. La nouvelle tête à abattre, c'est moi. C'est pour cela que j'ai porté plainte* ».

Selon elle, le climat se serait dégradé dès lors que la cuisine centrale a commencé à refuser certaines commandes privées de repas à destination de Myriam Mulot, comme raconté par *Le Poulpe* précédemment. « *Le budget cuisine, c'est pour les enfants, pas pour les repas gratuits de madame la Maire* », attaque

Karine. Selon la déléguée syndicale, la maire aurait « *voulu faire croire qu'elle avait payé par chèque, mais en réalité, il n'en était rien* ».

Alors que Myriam Mulot [avait été mise en cause en 2024 pour des faits similaires](#) – l'enquête étant toujours en cours – Karine, par ailleurs secrétaire de la cuisine centrale de la commune, affirme avoir été de nouveau sollicitée pour des commandes de repas liées aux soirées organisées pour l'élection municipale à venir.

Sur une liste de courses consultée par *Le Poulpe*, les quantités ne trompent pas et les instructions sont claires : « *En dispo le 11 mars 2026* » ou encore « *Conso le 13/03* ». Prévu au menu entre autres, un grillé aux pommes, supposément la pâtisserie favorite de l'élue. « *Le coordinateur m'a donné une liste de choses à commander. J'ai compris que ce n'était pas pour les enfants. Quand j'ai demandé si c'était pour les élections, le coordinateur m'a dit oui* », affirme Karine qui pointe, une fois encore, des dépenses irrégulières.

À la cuisine centrale, trois plaintes visent une proche de la maire

À Notre-Dame-de-Bondeville, la cuisine centrale accumule décidément les casseroles : soupçons de détournement de fonds publics d'un côté et de l'autre, de nouvelles accusations de harcèlement visant un proche de la maire.

Dans leurs plaintes respectives contre le coordinateur de la cuisine centrale, que *Le Poulpe* a pu consulter, les agents décrivent un climat de travail devenu peu à peu invivable. Les procès-verbaux font état de pressions répétées, de reproches formulés de manière publique et de mises à l'écart progressives au sein de l'équipe.

Kevin*, ancien chef de service aujourd'hui rétrogradé au poste de chef de production, affirme avoir lui aussi alerté sa hiérarchie à plusieurs reprises sur les conditions de travail. Actuellement en arrêt maladie, il décrit « *un ras-le-bol général* » au sein de l'équipe. « *Les conditions de travail, c'est une catastrophe* », affirme-t-il. Selon lui, les tensions se sont accentuées depuis l'arrivée du nouveau coordinateur, nommé directement par Myriam Mulot dont il est proche. « *Il nous parle comme à des chiens* ».

Il évoque également des scènes qu'il juge humiliantes pour certains membres de l'équipe, en majorité féminine. « *Il y a du sexisme. Quand il donne des ordres aux femmes, il estime qu'elles doivent s'exécuter immédiatement* », assure-t-il.

Kevin* reste convaincu que sa mise à l'écart est liée à ses prises de position antérieures sur la gestion budgétaire du service.

« *Depuis que j'ai dénoncé certaines choses, j'ai été rétrogradé, soutient-il. Ensuite, la maire a nommé ce nouveau coordinateur qu'elle connaît très bien* ».

"T'as plutôt pas intérêt à aller parler aux syndicats"

Face à ce qu'ils qualifient de « *ras-le-bol général* », plusieurs agents ont organisé le vendredi 6 mars dernier une manifestation devant la mairie. Dans la commune, nombreux sont ceux qui décrivent un climat de peur où chacun redoute de devenir à son tour la prochaine cible.

« *Ici, on entend souvent : "T'as plutôt pas intérêt à aller parler aux syndicats"* », rapporte Karine. Selon elle, 18 agents seraient actuellement en arrêt maladie, « *dont une grande majorité pour dépression* ». Contacté à ce propos, le centre de gestion n'a pas répondu à nos sollicitations.

Selon une source du *Poulpe*, une agente aurait ainsi été tenue de rédiger une lettre d'excuses après un différend interne, à la demande de sa supérieure hiérarchique. La première version n'ayant pas convenu à cette dernière, une seconde aurait été exigée et, en guise de blâme, le document aurait été affiché dans plusieurs écoles de la commune ainsi que dans les salles de restauration du personnel. « *C'est de l'humiliation, de l'intimidation* », s'indigne une employée.

Ancien directeur de cabinet de l'édile entre 2010 et 2021 et compagnon de Virginie Bottais, élue d'opposition et candidate aux prochaines municipales, Romain de Tassigny affirme avoir rompu tout lien avec la maire quand il a mis au jour ce qu'il décrit comme des « *décisions prises sans transparence* ». « *Je corrige un document et à un moment je me dis : on va se faire allumer. Et l'agent me dit : "Surtout tu ne dis rien, je ne voulais pas te le montrer"* », raconte-t-il. Selon lui, « *la mairie est complètement phagocytée par des gens qui doivent leur poste à Mme Mulot* ».

Il affirme que ses difficultés ont commencé à l'automne 2021, juste après le début de son arrêt maladie. « *Madame Mulot ne remplissait pas les documents demandés par la CPAM ou la collectivité. Je suis resté des mois sans indemnités* », assure-t-il, expliquant avoir dû contracter des emprunts dans l'attente de la

régularisation de sa situation. Il a finalement été licencié en juin 2025.

Selon un autre agent de la commune, les intentions de dépôts de plaintes contre la maire et ses proches se seraient multipliées à un tel point que la police aurait été obligée de botter en touche : « *À Maromme, le commissariat conseille désormais de discuter avec la maire car ils en ont assez de recevoir des plaintes des agents de la commune de Notre-Dame-de-Bondeville. Sauf qu'évidemment, elle [la maire] ne reçoit personne* ».

Malgré tout, le PS en soutien

De son côté, Romain de Tassigny se souvient avoir averti les autorités à l'occasion de l'ouverture de la première enquête mentionnée supra, relative à de possibles atteintes à la probité : « *Dans mon courrier au procureur, j'ai mentionné les malversations, les embauches de complaisance, les conflits d'intérêts, les prises illégales d'intérêts* », affirme celui qui se présente comme le lanceur d'alerte à l'origine des signalements, notamment celui de l'association Anticor, ayant conduit à l'ouverture d'une enquête.

Les différents articles du *Poulpe* avaient révélé que l'édile était aussi dans le collimateur des services de l'Education nationale en lien avec son passage au poste d'intendante au collège Alain de Maromme ou encore qu'elle utilisait de manière étrange les services d'un chauffeur faisant office de garde du corps. Il était encore question de l'installation, pas forcément dans les clous, d'un système de vidéosurveillance au sein même du bureau de la maire. Ce dernier avait ensuite été retiré.

Même si les nuages judiciaires s'amoncellent, la maire sortante brigue un nouveau mandat. Pour cela, elle bénéficie d'un soutien de poids, celui du Parti socialiste de Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, qui s'est affiché à ses côtés lors de la cérémonie des vœux. Contactée, l'équipe de Nicolas Mayer-Rossignol n'a pas donné suite à nos sollicitations.

En tout état de cause, l'actuel président de la Métropole Rouen Normandie, candidat à un nouveau bail, devrait avoir besoin de toutes les voix pour s'assurer une majorité franche au conseil métropolitain, quitte à ne pas se montrer trop regardant à l'égard de certains élus aux méthodes plus que controversées, à l'image de Myriam Mulot.

Pour Virginie Bottais, élue d'opposition et candidate à la mairie de

Notre-Dame de Bondeville, ce soutien n'est pas neutre. *« Ils savent très bien qu'il y a des enquêtes en cours, mais ils la soutiennent quand même. Le Parti Socialiste veut toutes les communes de la vallée du Cailly pour pouvoir imposer auprès de la métropole tout ce qu'ils [les socialistes] souhaitent faire »*, martèle-t-elle.

Selon des propos internes au PS rapportés par Virginie Bottais, ce soutien ne serait que stratégique : *« Un député m'a dit "On s'est saisi de Myriam car si elle est sanctionnée et devient inéligible, Guillaume Seris, placé en premier adjoint, prendra la suite et le PS gardera la mairie" »*, déclare-t-elle. Guillaume Seris, collaborateur parlementaire de Gérard Leseul, député PS de la 5e circonscription de Seine-Maritime, se trouve être une des chevilles ouvrières du parti à la rose au niveau local.

Pour rappel, lors du précédent scrutin de 2020, la première édile avait pris ses fonctions tardivement. Son élection, entachée d'irrégularités, avait en effet été annulée par le tribunal administratif de Rouen. En cause, la reproduction sur le programme de campagne de Myriam Mulot de 36 logos d'associations locales suggérant aux électeurs leur soutien à la liste de la maire. Aucune association n'avait pourtant été consultée.

Sollicité par *Le Poulpe* pour s'expliquer sur son soutien à une maire si décriée, le Parti socialiste de Seine-Maritime n'a pas répondu à nos questions. À Notre-Dame-de-Bondeville, la campagne électorale se termine désormais sous le regard des électeurs, et des enquêteurs.

*** prénom modifié**

Rouen. La Société normande de protection des animaux pourrait fermer d'ici trois ans, une cagnotte en ligne créée pour "faire tourner la structure"

Justine Carrère

~3 minutes

"Notre refuge se trouve en difficulté financière", assure Valérie Dève, directrice de la Société normande de protection aux animaux (SNPA) de Rouen. Une [cagnotte en ligne](#) vient d'être lancée. L'objectif étant de récolter 500 000 euros. Une somme importante qui n'a pas été choisie au hasard. "Il nous faut un budget de 800 000 euros pour faire tourner la structure", poursuit la directrice. Cela inclut les frais vétérinaires, la nourriture, les salaires et charges et autres frais annexes.

- **A lire aussi.** [Rouen. Dans la peau d'une bénévole à la SNPA : il faut avoir le cœur bien accroché](#)

"On pioche dans notre tirelire"

Si la SNPA ne fait rien, la structure pourrait fermer ses portes d'ici trois ans. Depuis plusieurs années déjà, *"on pioche dans notre tirelire pour boucler nos comptes tous les ans"*, confie Valérie Dève. Sur les 800 000 euros qu'il faut déboursier pour faire tourner l'association, *"on arrive à en financer la moitié avec les dons notamment mais il nous manque l'autre moitié"*, déplore-t-elle. Ce que pointe du doigt la directrice c'est aussi que *"nous avons une seule subvention de la Ville de Rouen de 20 000 euros pour l'année, ça correspond à 2,5% de notre budget et ce n'est pas suffisant"*.



La SNPA de Rouen recueille des chats. Ils attendent d'être adoptés.

Une capacité d'environ 100 chiens

"Nous avons une capacité d'accueil d'un peu plus de 100 chiens, cela inclut la partie adoption et fourrière. En ce moment, nous en avons 75 et une trentaine de chats", indique Valérie Dève. Pour obtenir plus de dons et sensibiliser le public à la cause animale, l'équipe de la SNPA a créé une nouvelle page Facebook "[SNPA de Rouen : les loulous à adopter](#)". Une vidéo a aussi été faite pour présenter tous les animaux présents au sein de l'association et qui attendent d'être adoptés.

Grâce à ces initiatives, *"nous avons des dons qui affluent. Tout sera bien consigné et cela servira pour nos futures dépenses de fonctionnement"*, assure Valérie Dève. Selon elle, chaque année, les frais vétérinaires s'élèvent à 260 000 voire à 280 000 euros. *"Le poste nourriture est aussi élevé car chaque animal mange ce dont il a besoin"*, poursuit-elle. Il faut par exemple acheter des croquettes spécifiques pour des chiens ou des chats en insuffisance rénale, qui ont des problèmes de cœur, etc. *"Et après il y a aussi l'eau, l'électricité, l'assurance, la taxe foncière, les produits ménagers, les équipements pour les nettoyages des chats"*, énumère la directrice.



La SNPA de Rouen accueille en ce moment 75 chiens. Tous recherchent une famille aimante.

"C'est une horrible honte" : une messe en mémoire des victimes des abus sexuels dans l'Église, en la Cathédrale de Rouen - ICI

Lila Lefebvre

4-6 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Monseigneur Lebrun, l'archevêque de Rouen a présidé une messe en mémoire des victimes des violences sexuelles dans l'Église, le vendredi 13 mars 2026. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le vendredi 13 mars 2026 à 18:48

Ce vendredi 13 mars 2026, journée de mémoire et de prière pour les victimes d'abus sexuels dans l'Église, une messe a été célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Rouen. Une célébration qui résonne avec les révélations récentes de sévices dans les établissements lassalliens de Rouen.

Ce 13 mars 2026, tous les diocèses de France ont respecté une journée de mémoire et de prière pour les victimes d'abus sexuels dans l'Église. Une messe s'est tenue à midi dans la chapelle Jeanne-d'Arc de la cathédrale de Rouen. Une célébration marquée par [les récentes révélations de sévices](#) sur des enfants et adolescents dans les établissements de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes, appelés aussi établissements lasalliens. Dans le diocèse de Rouen, [quatre établissements sont concernés et on compte 28 victimes.](#)

La cérémonie a débuté avec la lecture de la plaque en mémoire des abus commis par des religieux sur des enfants et adolescents,

installée en 2022 dans la chapelle Jeanne-d'Arc. Jeanne d'Arc, victime, elle aussi, des hommes d'Église, a rappelé l'archevêque de Rouen, Dominique Lebrun : *"C'est aussi important de reconnaître ce que nous avons fait de mal, ce qui s'est fait de mal dans l'Église."*

"Toute-puissance des clercs"

Certains s'agenouillent pour prier pour les victimes. *"C'est une horrible honte",* confesse Dominique Belœil, directeur de l'enseignement catholique au sein du diocèse de Rouen. Si les établissements lassalliens ne dépendent pas du diocèse, ce qu'il s'y est passé touche toute la communauté : *"dans son homélie Monseigneur Lebrun a parlé de la 'toute-puissance' des clercs et des laïcs. À l'époque, on faisait les témoignages des victimes, il fallait protéger l'institution, mais tout ça a changé, aujourd'hui, la parole des victimes vient en premier."*

Le diocèse a mis en place une cellule d'écoute il y a 10 ans. Françoise Langlois en est membre, et pour elle cette messe est une étape supplémentaire dans la reconstruction des victimes : *"c'est aussi un moyen de reprendre sa place dans le peuple catholique"*. Un peuple catholique meurtri des révélations récentes sur des abus sexuels dans l'Église, moins de deux ans après celles sur l'abbé Pierre.

- [viol](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Violences à l'école](#)
- [Notre-Dame de Bétharram](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Ce vendredi 28 mars marque la journée annuelle de mémoire et de prière pour les victimes de violences sexuelles au sein de l'Eglise en France. Moins d'un an après les premières révélations concernant l'Abbé Pierre, le diocèse de Rouen organise ce vendredi une messe à Esteville, là où il est inhumé.

Le 28/03/2025 à 21:07

- Un mois après le lancement de son appel à témoins, le collectif des victimes de violences dans les établissements du réseau lasallien communique dimanche de nouveaux chiffres sur l'ampleur des faits. Ce sont désormais 165 victimes qui sont recensées, dont 28 dans les seuls établissements de Rouen.

Le 02/03/2026 à 07:39

- Neuf anciens élèves du réseau des écoles lasalliennes, dont Jean-Baptiste-de-La-Salle de Rouen, ont saisi la cellule d'écoute créée en 2014 par la Congrégation pour entendre les victimes de violences physiques et sexuelles. Une plainte est déposée. ICI Normandie fait le point ce vendredi.

Le 06/02/2026 à 12:38

- De nombreux hommages sont organisés en Normandie après la mort du pape François, ce lundi 21 avril 2025, à l'âge de 88 ans. "ici" fait le point et liste les célébrations et des messes prévues dans la région.

Le 21/04/2025 à 18:08

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Une messe d'hommage aux victimes de violences sexuelles dans l'Église : entre timide reconnaissance et colère, 'l'attente des victimes est très forte'

Écrit par Clémence Blanche

8–10 minutes

Une messe d'hommage aux victimes de violences sexuelles dans l'Église a eu lieu ce vendredi 13 mars 2026, à la cathédrale Notre-Dame de Rouen (Seine-Maritime), présidée par Monseigneur Dominique Lebrun. Si ce dernier a reconnu "ce qu'il s'est fait de mal" au sein des établissements lasalliens, les victimes en attendent plus.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

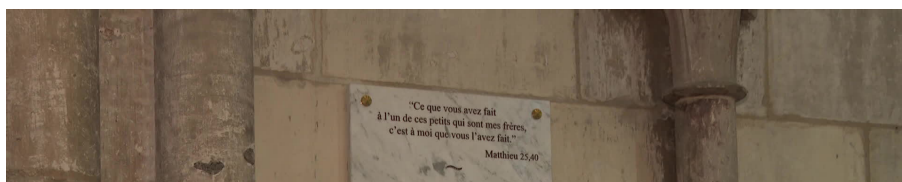
France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ce 13 mars 2026, 3^e vendredi du Carême pour les catholiques, marque la journée de mémoire et de prière pour les victimes d'abus sexuels au sein de l'Église. Une messe d'hommage était présidée par l'archevêque Dominique Lebrun dans la chapelle Jeanne d'Arc de la cathédrale Notre-Dame de Rouen, dans laquelle se trouve une plaque commémorative pour les victimes.

Le reportage de Sarah Marty et Didier Meunier :

durée de la vidéo : 00h01mn53s





Vidéo. Le reportage de Sarah Marty et Didier Meunier. • ©France Télévisions

Mise en place partout en France depuis 2022 suite au rapport de la CIASE, cette journée mémorielle prend une tournure particulière cette année. Impossible de ne pas penser aux récentes révélations de victimes de violences sexuelles au sein des écoles lasalliennes, dont une trentaine à Jean-Baptiste de La Salle, à Rouen même. Certaines d'entre elles étaient invitées.

C'est le cas de Jacques (prénom d'emprunt), ancien pensionnaire de l'école rouennaise, [dont nous avons recueilli le témoignage](#) en février. Ce dernier n'a pas pu se rendre à la célébration, mais il était présent il y a deux ans. *"Tous les diocèses ne le font pas, à Rouen on nous invite régulièrement... C'est important"*, indique-t-il par téléphone.

"Même si les victimes ont subi des abus sexuels dans les années 1950/60/70 — des affaires anciennes —, on ne peut pas tourner la page, parce que la souffrance demeure. Les personnes qui ont été abusées vivent des traumatismes toute leur vie", commente Monseigneur Dominique Lebrun dans l'église avant la célébration.

Cette année nous penserons davantage aux personnes qui ont été victimes dans les établissements scolaires étant donné l'actualité. Mais nous pensons à tous.

Monseigneur Dominique Lebrun

Archevêque de Rouen (Seine-Maritime)

Dans l'assemblée ce vendredi midi se trouvait Dominique Beloeil, le directeur de l'enseignement catholique du diocèse de Rouen et délégué épiscopal de l'enseignement catholique. *"Ce qu'il s'est passé au sein de notre enseignement catholique c'est un contre-témoignage absolu de nos valeurs, de ce qu'on veut proposer aux jeunes"*, explique-t-il à nos journalistes sur place.

"C'est important de se souvenir de ce qu'il s'est produit dans nos établissements, d'en tirer les leçons, d'aller à la rencontre des

victimes et puis de faire de la prévention". En parallèle de la messe, un temps de prière était proposé à midi dans tous les établissements catholiques de France.

"On essaye d'avancer vers une meilleure bientraitance. Les derniers témoignages et l'affaire Bétharram l'année dernière ont effectivement renforcé ce programme de bientraitance, qui était mis en place avant, mais aujourd'hui c'est une priorité absolue", ajoute Dominique Beloeil.

L'archevêque de Rouen nous confiait déjà en février la *"douleur"* et la *"grande honte"* pour le diocèse que représentent ces viols et agressions sexuelles au sein des pensionnats du réseau éducatif catholique lasallien.

Une prise de position forte et renouvelée ce vendredi : *"il est aussi important de reconnaître ce que nous avons fait de mal, ce qu'il s'est fait de mal dans l'Église. C'est notre chemin et c'est ce qui devrait être primordial, cette humilité."*

Il ajoute que les victimes ou les personnes qui désirent *"[se] manifester"*, peuvent joindre [la cellule d'écoute du diocèse](#). La [Commission reconnaissance et réparation](#) (CRR), missionnée par la conférence des évêques de France mais indépendante, est aussi à l'écoute des victimes.

Du côté de la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes en revanche, à la tête des écoles visées par les scandales, c'est silence radio en ce jour d'hommage. *"Il n'y a toujours aucune reconnaissance suffisante et l'attente est très forte du côté des victimes, affirme Jacques. La Congrégation ne s'exprime que par avocats superposés, c'est assez insupportable"*.

C'est aussi l'avis de Philippe Auzenet, cofondateur du [Collectif des victimes des Lasalliens](#), aussi pasteur protestant. *"Les Lasalliens n'ont jamais vraiment demandé pardon. Ce serait pourtant le minimum ! Pour moi c'est odieux en tant qu'homme d'Église"*, s'agace-t-il.

"Lorsque je les ai contactés, ils ne m'ont même pas répondu en tant que 'cher pasteur' mais 'cher monsieur'. Là, je reconnais que j'ai été choqué. Quelle culture religieuse ont-ils ? Où est passée leur foi chrétienne ?", s'indigne Philippe Auzenet, qui a aussi écrit un long article sur le sujet [sur son blog personnel](#).

[Les participants à la messe d'hommage à la cathédrale Notre-Dame de Rouen, vendredi 13 mars 2026. • © France Télévisions](#)

Si certaines victimes (comme Vincent [qui nous avait confié son témoignage](#)) affirment avoir gardé la foi ou au moins un certain sens de la spiritualité, pour le cofondateur du collectif laïque, la Congrégation "a tué la foi d'une grande majorité de victimes".

Corinne, catholique pratiquante venue à cette messe d'hommage se sent concernée par les scandales d'abus. *"Je pense que ce qui vient au jour dans la vie de l'Église concerne tout chrétien, tout baptisé et nous atteint en profondeur dans ce que nous vivons au niveau de notre foi. C'est une profanation de l'être humain dans ce qu'il a de plus essentiel et de plus profond"*, témoigne-t-elle.

Elle a décidé de venir à cet hommage particulier afin de *"tout remettre entre les mains de Dieu et demander un pardon collectif"*. Mais les crimes sexuels, notamment envers des enfants, sont-ils pardonnables ? *"Je pense que le pardon de Dieu n'est pas limité, c'est un mystère. Nous, sur le plan humain, on a du mal à pardonner"*, répond Corinne.

Le pardon ne supprime pas la reconnaissance de la responsabilité et la punition. Au plan humain il est extrêmement important que ces choses soient punies, et reconnues, et combattues.

Corinne

Catholique et participante à la messe d'hommage

Philippe Auzenet ne garde pas de rancune à l'endroit de la religion catholique, au contraire. *"Si je ne me suis pas suicidé à l'époque, c'est parce que mes parents allaient à la messe, retrace-t-il. Pendant l'office, je contemplais la statue de Jésus cloué sur la croix en pleurant... C'est parce que je voyais son sacrifice, lui qui souffrait pour moi, que j'ai tenu. Et c'est ce qui m'a donné ma vocation plus tard."*

Il explique avoir même aidé deux victimes d'abus à retrouver un chemin vers la spiritualité. *"J'ai simplement répondu à leurs questions, je ne m'en mêle absolument pas sinon, je ne suis pas intrusif, assure le pasteur. Mais je suis content, car pour ces deux personnes, les abus spirituels ont été réparés"*.

Cette maman veut récupérer ses enfants placés près de Dieppe : "j'ai trop longtemps fermé ma bouche"

1-2 minutes

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 15 mars 2026 à 12h01

Linda* est effarée. Depuis plus de six ans, ses enfants sont placés dans des **familles d'accueil** et **foyer** de la région de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Si elle n'en a pas la garde, c'est parce qu'elle vivait avec un homme alcoolisé dit-elle et qu'elle était victime de **violences conjugales**. Linda est aussi fragile psychologiquement, « même si maintenant, ça va mieux », sourit-elle.

L'aîné de ses cinq enfants vit à l'[Idefhi de Saint-Nicolas-d'Aliermont](#). Ses trois filles, elles, vivent dans des familles d'accueil. Enfin, le dernier vit avec elle et son compagnon. Suite à notre article sur des suspicions de maltraitance à l'Idefhi, la mère de famille a souhaité témoigner. « J'ai trop longtemps fermé ma bouche, lance-t-elle. On me retire mes enfants pour que ce soit pire. »

Rouen : un feu dans un local désaffecté du centre sportif Guy-Boissière, la patinoire évacuée par précaution

infonormandie

~1 minute

Par mesure de sécurité, les spectateurs présents dans la patinoire pour le match des Dragons ont été évacués pendant l'intervention. Le sinistre a finalement été rapidement maîtrisé à l'aide d'un seau pompe.

Trois engins et douze sapeurs-pompiers ont été mobilisés, aux côtés de la police et des services de la mairie. Une fois les reconnaissances terminées et tout risque écarté, le public a pu regagner les tribunes.

Aucune victime n'est à déplorer. L'incident n'a pas eu d'impact sur le déroulement de la rencontre de hockey à la patinoire.

La patinoire de l'île Lacroix évacuée, le coup d'envoi du match Rouen – Amiens retardé

Matthias ROGIER

4–5 minutes

Alors que le match 2 du quart de finale de Ligue Magnus entre les Dragons de Rouen et les Gothiques d'Amiens était sur le point de débiter, le déclenchement d'une alarme, à cause d'un départ de feu dans l'ancienne piscine Océade, a entraîné l'évacuation de la patinoire. Le coup d'envoi a été retardé.



Le coup d'envoi est désormais programmé à 21 h 15 - Photo Paris Normandie



Par Matthias Rogier et [Mehdi Chebana](#)

Publié: 14 Mars 2026 à 20h41 Temps de lecture: 1 min

La Marseillaise venait d'être jouée. Les acteurs étaient prêts. Le coup d'envoi de la rencontre de hockey entre Rouen et Amiens

allait être donné.... Quand soudain, l'alarme s'est mise à retentir dans la patinoire de l'Île Lacroix, obligeant l'évacuation de l'enceinte. La cause ? Un feu de détritus dans un local désaffecté de la chaufferie de l'ancien centre aquatique Océade, juste à côté. Au total, 12 sapeurs-pompiers sont intervenus et trois engins ont été mobilisés. L'incendie a été rapidement éteint à l'aide d'un seau pompe. Aucune victime n'est à déplorer, selon les secours.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Coup d'envoi à 21 h 15

Après une petite demi-heure, le public a été autorisé à retourner dans l'enceinte de la patinoire. Le coup d'envoi du match 2 du quart de finale de Ligue Magnus entre les Dragons de Rouen et les Gothiques d'Amiens d'abord repoussé à 20h45 l'a été une deuxième fois en raison d'une deuxième évacuation. Les pompiers ont dû effectuer une levée de doute, après le déclenchement intempestif d'un dispositif manuel. Après un échauffement de dix minutes, le coup d'envoi a été donné à 21h15.

Lire aussi



[Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour](#)





[À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco](#)



[Municipales 2026 à Barentin : Christophe Bouillon plébiscité avec plus de 80 % des suffrages](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dragons de Rouen](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

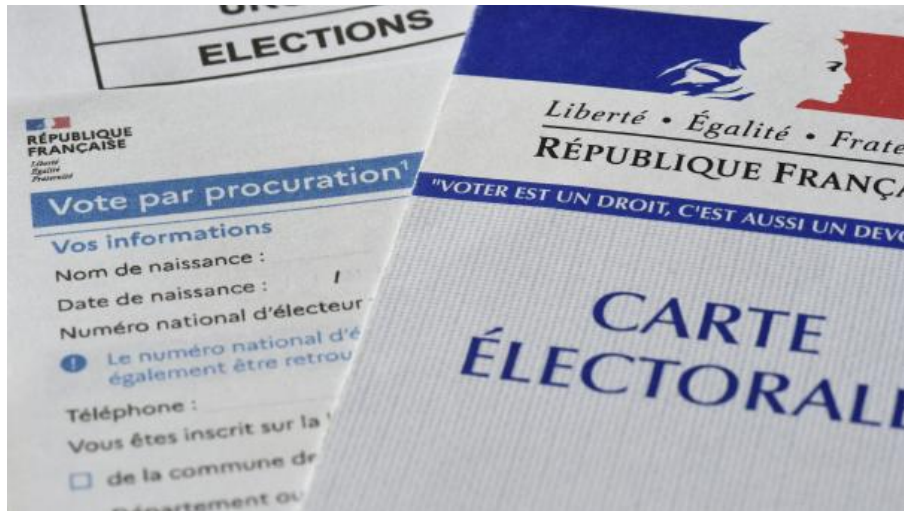
Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour](#)



[Municipales 2026 en Seine-Maritime et dans l'Eure : découvrez les résultats de l'élection par commune](#)



[Bihorel. Municipales 2026 : la gauche et Baptiste Boulland en tête au 1er tour](#)





[À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco](#)



[Municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen : Alexis Ragache réélu avec 65,33 % des voix](#)



[Bois-Guillaume. Municipales 2026 : le maire Théo Perez est réélu dès le 1er tour](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Environnement. Protection de l'eau : Matignon contre les commissions locales ?

Nicolas Paynel

~1 minute

Explication difficile le 13 mars entre le gouvernement et l'une des commissions locales de l'eau potable. Celles-ci réunissent élus, société civile et usagers pour décider de la protection locale de l'eau : par exemple, la commission d'Ille-et-Vilaine a mis sur pied un ensemble de mesures. Au nombre de celles-ci : prohiber l'usage de certains pesticides trop près des captages d'eau potable, alors que la pollution des nappes phréatiques devient une alerte nationale et que les usines de traitement de l'eau potable arrivent à saturation. Mais le 13 janvier, Sébastien Lecornu, sur les réseaux sociaux, a déclaré "*suspendre*" toutes les décisions des commissions locales de l'eau. Bizarre blocage. La rencontre du 13 mars promettait donc d'être mouvementée.

Environnement. Le niveau des océans monte plus vite que prévu

Nicolas Paynel

1-2 minutes

L'étude scientifique a été publiée le 4 mars dans la revue internationale de référence *Nature* : selon l'hydrogéologue Philip Minderhoud, professeur à l'université de Wageningen aux Pays-Bas, et la géographe Katharina Seeger, professeure à l'université de Padoue, le niveau des océans monte plus vite que ne l'avaient dit 90% des prévisionnistes. Selon les deux spécialistes, si l'on tient compte non seulement des projections mathématiques et des données satellitaires mais des données concrètes : courants, marées, vents, vagues, températures, on constate que les littoraux sont attaqués plus qu'on ne croyait. D'après ces nouveaux paramètres, d'ici à soixante ans la montée des eaux marines pourrait submerger 37% de terres supplémentaires et déranger 132 millions de personnes de plus. De quoi stresser les propriétaires de maisons trop proches de la limite terre-mer (le "trait de côte") : son recul déjà sensible risque de handicaper les transactions immobilières à venir. La menace d'érosion du rivage aura un effet sur la valeur des biens : l'objectif est de vendre tant qu'il est encore temps.

Ouverture de la pêche à la truite : la fédération renforce le suivi scientifique des rivières près de Dieppe

6–8 minutes

Avec l'ouverture de la pêche à la truite, samedi 14 mars, la fédération départementale de pêche annonce un renforcement de son suivi des milieux aquatiques sur la Scie et la Sâne.

Sur le même thème

[Animaux](#)

[Environnement](#)

[Pêche](#)



La fédération a connu une hausse des effectifs l'année dernière. Avec 9 430 adhérents en Seine-Maritime, elle a augmenté de plus 4,5 % , avec une hausse de 13 % chez les jeunes, en particulier, les moins de 12 ans. ©Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 14 mars 2026 à 11h23

Le **14 mars 2026**, les pêcheurs de la région de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) retrouveront leurs rivières pour l'ouverture de la truite, fixée comme chaque année au **second samedi de mars** jusqu'au troisième dimanche de septembre.

Un rendez-vous marqué cette année par des actions plus soutenues dans le suivi scientifique des milieux aquatiques. « On vient de prendre un virage à **95 degrés** », résume Bruno Valet, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Deux nouvelles missions

Jusqu'alors, la fédération procédait déjà à des pêches électriques d'inventaire « pour savoir si la ressource se porte bien ou pas », et assurait le suivi des frayères, fario et truites de mer, afin d'analyser le comportement des populations par cours d'eau, secteur et station.

Si « la ressource ne se porte pas trop mal », juge Bruno Valet, « il faut être très vigilant sur la dégradation du milieu ».

C'est pourquoi la fédération a lancé, avec l'appui de ses partenaires et plus spécifiquement de l'Agence de l'eau Seine Normandie, deux missions bien distinctes.

La première cible la turbidité des cours d'eau (quand l'eau est trouble), qui peut avoir des impacts sur l'alimentation et la reproduction. « Le matériel est là. Les sondes vont être installées très prochainement. Et donc là, on va très vite savoir », assure-t-il.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Plus de 77 000 euros de matériel ont été investis, en majorité grâce à l'appui des partenaires, pour installer au moins deux stations en amont et en aval de la Sâne, et de même sur la Scie.

« Vous pouvez très bien avoir un cours d'eau comme la Varenne, qui fait 44 km, sans aucun impact en amont, et constater en aval une turbidité qui arrive par la Meuse et remonte sur Mesnil-Follemprise », éclaire le président. Ces données, permettant de déterminer un taux de turbidité, seront transmises en direct via des capteurs.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La seconde mission concerne la thermie, qui peut avoir plusieurs effets sur les poissons, en matière de métabolisme et reproduction, et provoquer un stress important.

« Nous parlons beaucoup de réchauffement climatique, de changement climatique, il est là. Il faut désormais mesurer son impact sur le milieu aquatique, c'est-à-dire la montée de la température de l'eau, et l'évaluer mois par mois », indique Bruno Valet. Cette mission démarrera début 2027.

Toutes ces données seront communiquées aux partenaires institutionnels de la fédération, la DDTM, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), l'Agence de l'eau ou le Département.

Des données qualitatives

« Les fédérations en France, c'est la pêche de loisirs, mais surtout la préservation des milieux. Si on n'a pas de données, on ne peut pas gérer un cours d'eau. Sans chiffres, on avance à l'aveugle », insiste Bruno Valet.

Des relevés de faciès des cours d'eau sont également en cours, réalisés par les techniciens de la fédération.

« Le faciès d'un cours d'eau, c'est en connaître les écoulements. Quand on regarde une rivière depuis un pont, on voit son profil ; depuis le bord de route, même, on la voit tourner. Là, il s'agit d'identifier les endroits où se trouvent des radiers, des fosses, des zones de hauts-fonds, c'est-à-dire connaître la topographie du fond du cours d'eau », détaille Bruno Valet.

Ces relevés permettront, une fois encore, de renseigner les partenaires, le syndicat de bassin-versant de l'Arques par exemple, et de fournir différentes indications : l'état écologique du cours d'eau, préparer d'éventuels travaux ou une restauration de rivière, et suivre son évolution dans le temps, etc.

La capture des écrevisses américaines autorisée

Cette saison de pêche, ouverte le 1er janvier dans les étangs, est marquée par la modification d'un arrêté autorisant la pêche de l'écrevisse américaine, ainsi que de ses cousines de Louisiane et de Californie.

"Tous les ans, nous nous réunissons entre la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) et l'Office français de la biodiversité (OFB) afin de prendre certaines mesures. Je n'arrivais pas à obtenir l'arrêté, mais cette fois, c'est fait. Cette année, les adhérents pourront pêcher l'écrevisse américaine toute l'année, en deuxième catégorie uniquement, à

l'aide de balances, six au maximum", détaille Bruno Valet, président de la fédération de pêche départementale.

Cela fait une dizaine d'années que ces espèces exotiques envahissantes ont été détectées dans les plans d'eau de Seine-Maritime, où elles ont depuis proliféré. Leur introduction dans les étangs, pourtant fermés, cause des ravages sur les autres espèces. "Le problème, c'est que ce n'est pas leur milieu naturel. Elles se montrent très carnassières envers les autres espèces de poissons, notamment les petits alevins et les gardons", soupire le président.

Si ces écrevisses sont également présentes dans les rivières, où elles concurrencent les écrevisses européennes à pattes rouges ou à pieds blancs, des espèces protégées, le risque de confusion entre les espèces ne permet pas d'y autoriser leur pêche.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Une société soupçonnée de ne pas avoir empêché une pollution dans la Saône près de Dieppe

6–8 minutes

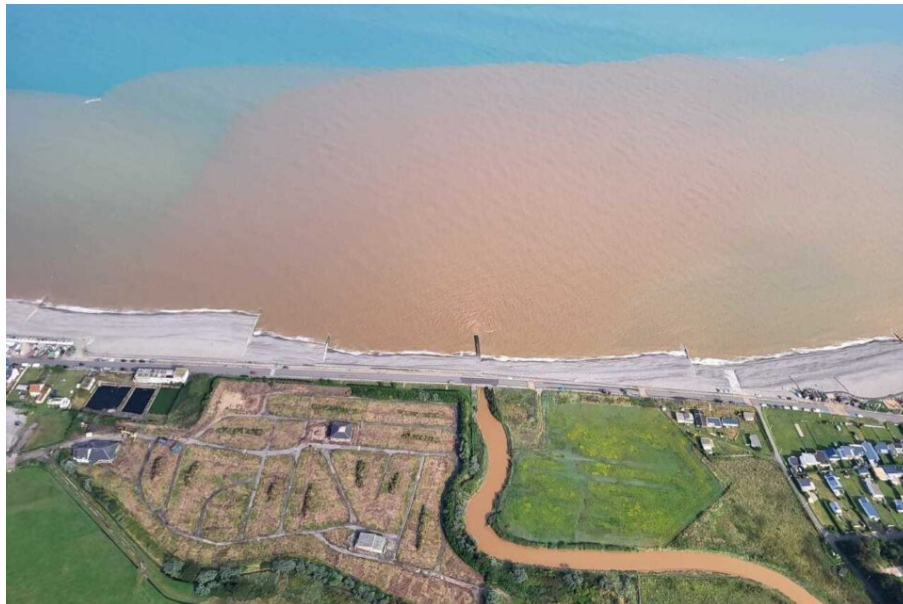
Une société en charge de la gestion de la station d'épuration de Val-de-Saône (Seine-Maritime) est soupçonnée de ne pas avoir empêché une pollution dans la Saône en août 2019.

Sur le même thème

[Pollution](#)

[Tribunal de Dieppe](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



À l'issue d'un orage, une pollution avait été constatée dans la Saône, du côté de Val-de-Saône. ©ULM Dieppe/Illustration

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 13 mars 2026 à 11h19

La société, un ancien responsable et un salarié sont-ils responsables de la **pollution** constatée dans **la Saône**, le 12 août 2019 ? C'est un dossier qui a occupé pendant plus de quatre heures le **tribunal de Dieppe**, mardi 3 mars 2026. Ladite société s'occupe de la gestion de la **station d'épuration** de [Val-de-Saône](#)

[\(Seine-Maritime\)](#) depuis 2004, en tant que délégataire de service public.

La station traitant les **eaux usées** fonctionne de la manière suivante : les eaux passent par un tamis, une grille servant à trier les particules solides. Ces eaux vont ensuite vers un bassin d'aération, avant d'être dirigées vers un bassin clarificateur. Ce dernier a un objectif : séparer les eaux claires qui sont ensuite rejetées dans la Saône. Les boues, elles, sont stockées. Mais depuis 2016, en raison d'un bassin de stockage devenu trop petit, le bassin clarificateur n'est plus aussi efficace pour séparer les boues des eaux claires.

Un cas de force majeure ?

Un rapport a été fait et le **service d'eau et d'assainissement**, propriétaire de la station, a été mis en demeure face à un certain nombre de défauts : la station n'est plus aux normes, elle est sous-dimensionnée par rapport au nombre d'habitants raccordés, les **eaux de pluie** arrivent vers la station alors que ce n'est pas censé être le cas.

Bref, un ensemble d'anomalies dont a connaissance la société jugée. Un projet de nouvelle station avait d'ailleurs été évoqué depuis 2014. Cette dernière n'a vu le jour qu'en octobre 2025.

Le 12 août 2019, Val-de-Saône est touchée par un fort orage. L'équivalent d'un mois de pluie tombe en peu de temps, soit 76 mm. Au niveau d'une buse appartenant à la station, des agents de l'OFB, l'Office français de la biodiversité, constatent un panache marron dans le cours d'eau.

Ils se rendent aussitôt à la station et rencontrent un agent d'exploitation. Ce dernier contacte son responsable afin de savoir quoi faire. Au bout d'une heure, l'épisode de pollution prend fin.

Au tribunal, la présidente comme la procureure s'interrogent sur la réactivité du délégataire. À ce sujet, le représentant de la société rappelle « qu'on alerte depuis 2011 la collectivité pour dire qu'il peut y avoir des risques de pollution dans l'environnement ».

Il explique que ce jour-là, face à la forte pluviométrie, la station connaît un à-coup hydraulique. Conséquence : la boue déborde et arrive dans la Saône.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule

newsletter.

[S'inscrire](#)

« Étant donné les volumes d'eau, on ne pouvait pas empêcher à 100 % le déversement des boues », justifie celui qui parle au nom de la société. À l'issue de cette pollution, il précise au tribunal qu'un pluviomètre a été mis en place pour intervenir plus rapidement.

Mais la procureure s'interroge : « Vous n'auriez pas pu éviter cette pollution si vous aviez un pluviomètre ? » « Je ne pense pas, c'était une situation assez exceptionnelle, c'est un cas de force majeure qu'on n'avait pas connu avant », se défend le prévenu.

Selon la représentante du ministère public, tout n'a pas été mis en œuvre pour éviter cette pollution.

De lourdes amendes prévues ?

La fédération départementale de pêche s'est de son côté constitué partie civile. La Saône est un fleuve côtier qui favorise la reproduction d'espèces migratrices. Selon la fédération, cette pollution peut avoir une incidence au moins sur une génération de poissons.

Son avocat estime que ce n'est pas l'à-coup hydraulique qui est à l'origine du déversement de boue. Il parle « d'une infraction d'imprudence. Il y a une défaillance car la personne n'est pas formée pour intervenir pour arrêter la pollution ».

Elle demande environ 20 000 € pour le préjudice écologique, ainsi que plus de 2 000 € pour le préjudice halieutique.

Du côté de la défense, trois avocats ont plaidé pour les trois prévenus. L'un d'eux rejette la demande de la fédération de pêche, qui n'est pas justifiée selon lui.

Un autre avocat rappelle que la société, présente sur plus de 100 stations d'épuration, ne peut mobiliser un agent 24 heures sur 24 sur site, et que « l'existence d'un dommage n'implique pas de faute », avant d'ajouter : « Il y a des événements qui nous échappent, contre lesquels nous ne pouvons lutter ».

Enfin, le dernier avocat, en charge de défendre l'agent qui était présent à la station d'épuration, rappelle que ce dernier a immédiatement contacté son supérieur hiérarchique.

« C'est un agent d'exécution, il répond aux directives qui lui sont demandées », plaide-t-il. Dès qu'il a connu ses obligations, il les a

appliquées. Aux yeux de l'avocat, aucune infraction ne peut lui être reprochée.

Les trois avocats demandent la relaxe. Dans ses réquisitions, la procureure sollicite une amende de 20 000 € pour la société. Cette dernière, en cas de condamnation, devra afficher la décision du tribunal dans les journaux locaux de la région dieppoise pendant deux mois.

Enfin, elle requiert 600 € d'amende assortis d'un sursis simple pour l'agent et 2 000 € pour le responsable de la société également intégralement assortis d'un sursis simple. Le tribunal rendra sa délibération le 7 avril.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Cette erreur à Sotteville-lès-Rouen a beaucoup fait rire Nathalie Arthaud de Lutte ouvrière

Par Maëlle Roudaut

~3 minutes

[Politique](#) 16/03/2026 08:21 **Actualisé le** 16/03/2026 08:21

Dans cette commune de Normandie, les résultats du premier tour des élections municipales ont connu un cafouillage. Le candidat du parti d'extrême gauche a un temps été donné gagnant.



SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP

Nathalie Arthaud, présidente du parti d'extrême gauche « Lutte ouvrière » (LO), photographié à Nantes, le 5 février 2022.

Une « *erreur de saisie* » a perturbé le [premier tour des municipales](#) à Sotteville-lès-Rouen, en Normandie, ce dimanche 15 mars. Les premiers résultats annoncés ont en effet donné vainqueur le candidat du parti d'extrême gauche Lutte ouvrière (LO)... Avec 65,33 % des voix.

La porte-parole du parti, [Nathalie Arthaud](#), a partagé sur son compte X une capture d'écran de ces résultats erronés, qui indiquent par ailleurs que le maire sortant ne remporte que de 7 % des suffrages exprimés. « *C'est le moment ou jamais d'accrocher le drapeau rouge sur Sotteville-lès-Rouen* », a-t-elle écrit, amusée

de la situation.

« Grosse erreur sur les résultats »

Finalement, Sotteville-lès-Rouen a confirmé qu'il s'agissait bien d'une inversion des dans les résultats. Ainsi, ce n'est pas Frédéric Podguszer (LO) qui a remporté ce premier tour, mais bien le maire socialiste sortant, Alexis Ragache (UDC). Ce dernier a remporté 65,33 % des voix, tandis que le candidat [Lutte ouvrière](#) n'en a réuni que 3,99 %.

« Les résultats annoncés par la préfecture sont erronés et sont en cours de modification. La liste Vivre Sotteville menée par Alexis Ragache est élue au premier tour, avec 65,33 % des voix », a indiqué la ville de Sotteville-lès-Rouen dans un communiqué, avant de confirmer les résultats [sur ses réseaux sociaux](#).

« Ces résultats sont un vrai roman, j'ai trouvé 3 versions. Heureusement voilà que chose de certain », a commenté un internaute sous la publication de la municipalité. *« Vive le site du ministère pour la frayeur ! »,* s'indigne un autre. *« Grosse erreur sur les résultats du site gouvernemental et de l'ensemble des médias qui donnent lutte ouvrière comme vainqueur »,* ajoute un internaute.

Concernant les autres candidats, Alexis Vernier (LFI) a rassemblé 23,69 % des voix, et Letycia-Murielle Ossibi (Horizons) 7,00 % des suffrages. Le maire sortant ayant réussi à franchir la barre des 50 % des suffrages exprimés, il n'y aura pas de second tour le 22 mars prochain à Sotteville-lès-Rouen.

À Sotteville-lès-Rouen, Lutte ouvrière annoncée gagnante par erreur, Alexis Ragache finalement réélu - ICI

Charlotte Coutard

~4 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Lundi 16 mars Fête des Bénédictes

Lundi 16 mars Fête des Bénédictes

Résultats des élections municipales 2026



Le maire de Sotteville-lès-Rouen, Alexis Ragache, est réélu au premier tour. © Radio France - Boris Hallier

Publié le lundi 16 mars 2026 à 0:57

Un gros cafouillage s'est produit ce dimanche soir pour l'annonce des résultats du premier tour à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime). Le maire socialiste sortant Alexis Ragache, donné largement perdant dans un premier temps, est finalement réélu.

Il y a eu comme un couac dans la remontée des résultats du premier tour des élections municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen, près de Rouen. Le candidat du parti d'extrême gauche Lutte ouvrière, Frédéric Podguszer, a été donné vainqueur, élu au premier tour avec 65,33% des voix. Une victoire qui a été relayée sur les réseaux sociaux par Nathalie Artaud, porte-parole de Lutte ouvrière. Le maire socialiste sortant de Sotteville-lès-Rouen **Alexis Ragache était lui crédité de 7% des voix.**

Mais il y a eu **une inversion dans les résultats des candidats** par les services de l'État. Le maire de Sotteville-lès-Rouen est en fait réélu au premier tour, **Alexis Ragache obtient 65,33% des**

voix. Le candidat de Lutte ouvrière a lui obtenu 3,99%.

"Les résultats annoncés par la préfecture sont erronés et sont en cours de modification. La liste Vivre Sotteville menée par Alexis Ragache est élue au premier tour, avec 65,33% des voix", a indiqué la ville de Sotteville-lès-Rouen dans un communiqué. Il n'y aura pas de second tour le 22 mars prochain. Le conseil d'installation (qui élira le nouveau maire) se tiendra samedi 21 mars.

- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le premier tour des élections municipales s'est tenu ce dimanche 15 mars. En Seine-Maritime et dans l'Eure, plusieurs maires ont été réélus au premier tour. À Rouen, Évreux et au Havre, il y aura des quadrangulaires et triangulaires au second tour dimanche 22 mars.

Il y a 9h

- Nicolas Langlois est réélu maire de Dieppe dès le premier tour des élections municipales ce dimanche 15 mars 2026. Le candidat du parti communiste obtient 55,69%.

Il y a 13h

- Nicolas Mayer-Rossignol est arrivé en tête du premier tour des élections municipales à Rouen ce dimanche 15 mars 2026. Le candidat du Parti socialiste, soutenu notamment par les écologistes et les communistes, devance la candidate de la droite et du centre Marine Caron.

Il y a 10h

- À Rouen, sept listes sont candidates aux élections municipales de 2026. Pour la première fois depuis 2008, la gauche (hors LFI) et les Écologistes d'un côté, la droite et le centre de l'autre partent ensemble dès le premier tour. LFI, le RN et trois partis d'extrême gauche sont également en lice.

Le 10/03/2026 à 14:17

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Municipales 2026 : À Harfleur, un maire d'extrême droite élu au premier tour par 10 voix d'écart - ICI

Charlotte Coutard

4–5 minutes

Résultats des élections municipales 2026



À Harfleur, le candidat d'extrême-droite Tony Leprêtre est élu maire au premier tour. © Radio France - Sarah Saltiel-ragot

Publié le lundi 16 mars 2026 à 0:17

C'est un séisme à Harfleur, près du Havre : le candidat d'extrême droite Tony Leprêtre est élu maire au premier tour des élections municipales ce dimanche avec 50,21% des suffrages, avec 10 voix d'avance sur le candidat communiste Kévin Crochemore.

La liste menée par Tony Leprêtre, **classée à l'extrême droite** par le ministère de l'Intérieur, arrive en tête du premier tour des élections municipales ce dimanche **à Harfleur** près du Havre. Le candidat obtient 50,21% des voix, il est donc élu maire de la ville.

Il devance de seulement 10 voix (1.186 votes contre 1.176) le candidat communiste Kévin Crochemore, le dauphin de la maire sortante Christine Morel.

C'est le **premier maire d'extrême droite en Normandie**. Sur sa page Facebook, Tony Leprêtre se présente comme **référént départemental des Patriotes en Seine-Maritime**, le mouvement d'extrême-droite fondé en 2017 par Florian Philippot, ancien vice-président du Front national.

Harfleur (76700) : résultats du tour des élections

municipales 2026

Passer la section

Tony LEPRÊTRE

22 29 sièges

Kevin CROCHEMORE

Liste du Parti communiste français

7 29 sièges

Participation

46,52 %

2 448 votants

Abstention

53,48 %

2 814 non-votants

Exprimés

44,89 % 2 362 votes

Votes blancs

1,39 % 34 votes

Votes nuls

2,12 % 52 votes

Le Rassemblement national a remporté plusieurs bastions dès le premier tour de ces élections municipales, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) ou Fréjus (Var), ainsi que quelques nouvelles villes comme Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes). À Toulon, la députée RN Laure Lavalette est largement en tête mais avec peu de réserves de voix.

- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Scrutin](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le premier tour des élections municipales s'est tenu ce dimanche 15 mars. En Seine-Maritime et dans l'Eure, plusieurs maires ont été réélus au premier tour. À Rouen, Évreux et au Havre, il y aura des quadrangulaires et triangulaires au second tour dimanche 22 mars.

Il y a 9h

- Nicolas Langlois est réélu maire de Dieppe dès le premier tour des élections municipales ce dimanche 15 mars 2026. Le candidat du parti communiste obtient 55,69%.

Il y a 13h

- Nicolas Mayer-Rossignol est arrivé en tête du premier tour des élections municipales à Rouen ce dimanche 15 mars 2026. Le candidat du Parti socialiste, soutenu notamment par les écologistes et les communistes, devance la candidate de la droite et du centre Marine Caron.

Il y a 10h

- François Ouzilleau est réélu comme maire de Vernon à l'issue du premier tour des élections municipales ce dimanche 15 mars 2026. Le candidat divers droite obtient plus de 59% des voix. Le Premier ministre Sébastien Lecornu figure sur sa liste en troisième position.

Il y a 12h

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Une percée du Rassemblement national moins forte qu'escomptée en Normandie : on fait le point

Clé Arouche

6-7 minutes

Après une forte progression aux élections législatives de 2024 en Normandie, le Rassemblement national était attendu dans plusieurs communes de Normandie. À l'issue du premier tour, les résultats sont nuancés.

Résultats des élections municipales 2026

En juin 2024, lors du premier tour des élections législatives, le parti de Jordan Bardella était arrivé en tête dans six circonscriptions sur dix en Seine-Maritime, deux députés avaient finalement été élus à l'Assemblée nationale.

Dans l'Eure, le parti d'extrême droite avait raflé quatre des cinq circonscriptions lors de ces mêmes élections.

[Deux ans plus tard, ce dimanche 15 mars, le score du RN était scruté de près en Seine-Maritime et dans l'Eure dans les 20 communes où il était présent.](#)

Dans les trois départements de l'ex-Basse Normandie, sept listes ont également été déposées.

Pour le Rassemblement national, comme pour l'ensemble des partis politiques, à un an de l'élection présidentielle, ces municipales font figure de tour de chauffe.

Autre enjeu et non de taille pour le RN : les élections sénatoriales en septembre prochain. Parmi les grands électeurs qui élisent les sénateurs figurent les conseillers municipaux.

Arithmétiquement, plus un parti compte de conseillers municipaux, plus il a de chance d'envoyer des sénateurs au Palais du Luxembourg. Or, pour l'heure, le Rassemblement national n'en compte que trois.

C'est l'une des communes qui pouvait virer à l'extrême droite mais le maire sortant Alexis Dormois (SE) l'a emporté dès le premier tour avec 55,41% des voix. La liste Rassemblement national menée par l'assistante parlementaire de Kévin Mauvieux est arrivée en deuxième position avec 36,83% des voix.

Malgré la présence de Kévin Mauvieux en deuxième position sur cette liste et [le soutien affiché de Jordan Bardella le 20 février dernier](#), Annabelle Arson n'est pas parvenue à s'emparer de cette commune de 10 000 habitants.

À Brionne dans l'Eure, Valéry Beuriot, maire sortant PCF, affrontait Cédric Lejeune pour le Rassemblement national. Au terme d'une campagne acharnée, le candidat communiste l'a emporté avec 53,35% des voix dès le premier tour contre 46,65% pour le RN.

À Bolbec, les élections municipales de 2020 avaient été mouvementées. Cinq listes s'étaient maintenues au second tour, composant un conseil municipal particulier avec des débats régulièrement houleux.

Les têtes fortes de ce conseil municipal s'affrontaient lors de cette nouvelle campagne pour les élections municipales de 2026 : le maire sortant, Christophe Doré (sans étiquette), l'ancien conseiller municipal désormais étiqueté RN, Douglas Potier, mais aussi David Duhamel (Parti communiste).

Le maire sortant Christophe Doré l'a emporté avec 66,02% des voix contre 22,56% des voix pour Douglas Potier.

À Mézidon-Vallée-d'Auge, le RN présentait une liste menée par Guillaume Langlais (il était suppléant d'Édouard Fauvage, candidat aux législatives de 2022 pour le parti d'extrême droite qui avait récolté 51,82 % des voix dans la commune).

Ce dernier a échoué, ne gagnant que 31,83% des voix face au maire sortant (Divers centre) François Aubey, par ailleurs président de la communauté de communes.

Il avait gagné la mairie avec 65 % des voix en 2020, battant dès le premier tour Fabien Dumas (Sans étiquette, 22,7 %) et Emmanuel Norbert-Couade (RN, 12 %). Il performe à nouveau ce dimanche soir avec un score sans appel de 68,17% des voix.

La commune de Carentan-les-Marais était également sur la liste des communes scrutées dans le département. [C'est en effet la seule ville de la Manche où le RN a pu constituer une liste officielle.](#)

Mais c'est finalement Rosine Lesieur, héritière du maire sortant Jean-Pierre Lhonneur (qui l'avait emporté au premier tour en 2020 avec 73,27 % des voix) qui l'emporte au premier tour avec 58,08% des voix. Les 27 premiers noms de sa liste sont élus conseillers municipaux.

Franck Simon, le candidat RN a obtenu 27,51% des voix, ce qui lui assure sept sièges au conseil municipal. Pascal Marie, candidat sans étiquette, obtient le score de 14,41% des votes. Il obtient les trois sièges restants.

Référent départemental des Patriotes, le parti de Florian Philippot, Tony Leprêtre se présentait sur une liste sans étiquette pour ces élections municipales. À 38 ans, il l'emporte avec 50,21% des voix contre le candidat communiste Kevin Crochemore.

S'ils n'ont pas réussi à être en tête de certaines villes, les candidats RN ont tout de même réussi à se maintenir au second tour avec des bons scores.

À Rouen, Grégoire Houdan arrive en quatrième position avec 13,3% des voix. Il se qualifie pour ce dimanche 22 mars. Il fera face à Nicolas Mayer-Rossignol (Union de la gauche), Marine Caron (Divers centre) et Maxime Da Silva (LFI) lors d'une quadrangulaire.

Quadrangulaire également à Évreux. Eugénie Petitjean, candidate RN, se qualifie pour le second tour avec 15,74% des voix. Elle arrive en quatrième position après Guy Lefrand (DVD), Samuel Brigantino (DVD) et Gérard Silighini (PS).

Au Havre, avec 15,3% des voix, Franck Keller, tête de liste RN-UDR double le score de son parti et se qualifie pour une triangulaire au cours de laquelle il affrontera Edouard Philippe, maire sortant Union au centre et Jean-Paul Lecoq, tête d'une liste d'union de la gauche.

À Alençon : confirmation pour le RN. Absent du scrutin de 2020, le Rassemblement National réalise une véritable percée dans le paysage politique alençonnais. Avec 18,94% des suffrages (soit 1 387 voix), le candidat RN, Oscar Piloquet se place en deuxième position pour le second tour. Le RN confirme ainsi le score réalisé par sa candidate au premier tour des élections législatives en 2024.

Le Rassemblement national voulait peser dans la bataille à l'Aigle. Vincent Collot, chef de file du parti dans le département a réussi à améliorer le score de 2020 pour son parti : il frôle la barre des 20% des voix avec un score qui s'établit à 19,98%.

Municipales 2026 à Dieppe. Nicolas Langlois réélu dès le premier tour : « C'est Dieppe qui a gagné »

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-6 minutes

À l'issue du premier tour des élections municipales à Dieppe, les scores sont sans appel : le gagnant de l'élection est le maire sortant, Nicolas Langlois, qui avec plus de 55 % des suffrages garde son fauteuil de maire. Les oppositions de droite sont au coude à coude, avec une percée du RN à 20 %.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 15 Mars 2026 à 22h28 Temps de lecture: 2 min

Acclamé par la foule amassée dans le hall de l'hôtel de ville, [Nicolas Langlois](#), qui vient de remporter l'élection municipale de Dieppe au premier tour, prend la parole. Ses premiers mots sont pour sa récente visite au mémorial du 19-Août-1942 et « *Dieppe occupée par le nazisme. Nous sommes à Dieppe dépositaires de cette histoire, de ce combat pour la liberté, pour l'égalité des êtres humains sans distinction (...). Dieppe se vit, on ne vient pas lui faire la leçon en parachute, on ne lui fait pas peur, on ne la caricature pas. Ce soir ce n'est pas Nicolas qui a gagné, ce sont les Dieppois. »*

Il y a six ans, lors du scrutin municipal de 2020 en pleine crise Covid, Nicolas Langlois, déjà maire sortant, [avait déjà été élu au premier tour](#) avec plus de 61 % des suffrages, tandis qu'André Gautier et Dominique Garçonnet, partis en ordre dispersé, récoltaient respectivement 18 et 11 % des voix. Pour le RN, Louis-

Armand de Béjarry engrangeait 8,55 % des votes et le candidat LO, Eric Moisan, 1,55 %. Le tout avec un aux d'abstention de plus de 56 %.

Un mandat plus tard, ce qui pouvait inquiéter les communistes, toujours très ancrés dans la ville aux quatre ports, et leurs partenaires de gauche, c'était peut-être moins l'alliance – logique et raisonnable – des droites républicaines incarnées par [André Gautier](#) et Dominique Garçonnet, que les ambitions du RN, dopées par l'élection surprise, deux ans plus tôt, du député brayon Patrice Martin dans la VI^e circonscription, où l'ex-maire de Dieppe Sébastien Jumel avait pourtant réalisé, de l'avis même de ses adversaires, un excellent travail. Un parlementaire novice dont deux des assistants parlementaires, eux aussi néophytes en politique, se sont engagés dans ces municipales : Mathilde Marjanovic à Blangy-sur-Bresle... et [Antoine Labé](#) à Dieppe.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

De fait : outre le beau score du maire sortant, on remarquera surtout la percée réalisée par le candidat RN Antoine Labé, qui engrange plus de 20 % des suffrages, quand Louis-Armand de Béjarry plafonnait, il y a six ans, à 8,55 %. Le tout avec une participation de près de 60 % des inscrits, meilleure qu'à la dernière municipale. [Hugo Lomenède](#) (LO), lui, remporte 1,88 % des voix. Le conseil municipal dieppois, qui sera installé dimanche prochain 22 mars comptera donc vingt-huit élus de la majorité et sept des oppositions : quatre pour la liste d'André Gautier, trois pour celle d'Antoine Labé. Qui n'a pas l'intention de faire de la figuration.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Municipales 2026. Les résultats à Dieppe, Nicolas Langlois retrouve son siège dès le premier tour](#)



[Football – N2 : le FC Dieppe bute, une nouvelle fois, sur son terrain miné](#)



[« On voudrait densifier Le Havre » : Laforêt va créer de nouvelles agences immobilières en Seine-Maritime](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Municipales 2026. Les résultats à Dieppe, Nicolas Langlois retrouve son siège dès le premier tour](#)



[Municipales 2026 à Dieppe. Nicolas Langlois réélu dès le premier tour : « C'est Dieppe qui a gagné »](#)



[Municipales 2026. Les résultats à Eu : la grosse surprise Robin Devogelaere](#)



[Municipales 2026 à Saint-Nicolas-d'Aliermont : l'agriculteur Arnaud Tesson bat Loïc Beaucamp](#)



[Municipales 2026. Les résultats à Forges-les-Eaux : Christine Lesueur, la maire sortante, confortée](#)



[Municipales 2026 à Blangy-sur-Bresle : le maire sortant Éric Arnoux en ballottage favorable](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour

Mehdi Chebana

5-6 minutes

Le maire socialiste sortant de Rouen est largement arrivé en tête du premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars 2026. Il obtient 45,13 % des suffrages, loin devant ses trois principaux adversaires, tous qualifiés pour le second tour dans une semaine.



A Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol a recueilli 45,13 % des voix, loin devant ses trois principaux adversaires, qu'il affrontera au deuxième tour des municipales. - Stéphanie Péron Clément



Publié: 15 Mars 2026 à 21h49 Temps de lecture: 2 min

Une victoire d'étape très nette. Mais pas encore dans un fauteuil. Nicolas Mayer-Rossignol est arrivé largement en tête du premier tour des élections municipales à Rouen. Après dépouillement dans les 61 bureaux de la capitale normande, le maire socialiste sortant a recueilli 45,13 % des suffrages, loin devant ses trois principaux

adversaires.

[Marine Caron](#), la candidate de la droite et du centre, arrive en deuxième position avec 24,77 %, [Maxime Da Silva](#) (LFI), troisième avec 14,04 %, devant [Grégoire Houdan](#) (RN) qui a obtenu 13,3 %. Il y aura donc un second tour à quatre, dimanche 22 mars 2026.

« Ce soir, nous avons réalisé l'un des scores les plus élevés parmi les maires de gauche sortants qui dirigent des grandes villes en France », s'est réjoui [Nicolas Mayer-Rossignol](#), qui était crédité de trois points de moins dans les [sondages](#) publiés ces derniers mois.

La quadrangulaire inévitable à Rouen

« Nous sommes heureux de ce score, mais rien n'est fait ! Pour le second tour, j'appelle les Rouennaises et les Rouennais à venir confirmer la dynamique et à exprimer un message très clair : l'extrême droite et la droite extrême, non merci ! », a-t-il ajouté. Allié aux communistes, aux écologistes, à Place publique et à Génération.s, il écarte toute alliance au second tour avec le candidat de la France insoumise.

De son côté, Marine Caron n'a pas caché sa déception. *« Ce n'est pas le reflet de la campagne que nous avons menée sur le terrain »,* a-t-elle commenté. *« Beaucoup d'habitants attendent l'alternance et je continuerai de les défendre dans la campagne du second tour. Cette quadrangulaire est historique, il ne faut pas baisser les bras, il n'y a qu'une seule alternative, celle que je porte »,* a-t-elle poursuivi, disant compter sur les abstentionnistes du premier tour mais écarter toute alliance avec le RN.

La France insoumise déterminée

La France insoumise, se réjouit, pour sa part, de la qualification de Maxime Da Silva. *« C'est historique ! »,* s'enthousiasme le candidat. *« Pour la première fois, nous serons représentés au sein du conseil municipal à Rouen. On va pouvoir montrer qu'un autre Rouen est possible, qu'il y a d'autres possibilités que le soutien aux politiques libérales. Nous pourrons porter la voix des gens qui souffrent, qui subissent la pauvreté et le racisme. En la matière, je ne fais aucune confiance au maire socialiste et à ses soutiens. »*

De son côté, le candidat du Rassemblement national, Grégoire Houdan, n'a pas répondu à nos sollicitations.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières

actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco](#)



[Municipales 2026 à Barentin : Christophe Bouillon plébiscité avec plus de 80 % des suffrages](#)





[Le Mesnil-Esnard, Bonsecours... où y aura-t-il un second tour dans l'est de la Métropole de Rouen ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour](#)



[Municipales 2026 en Seine-Maritime et dans l'Eure : découvrez les](#)

[résultats de l'élection par commune](#)



[Bihorel. Municipales 2026 : la gauche et Baptiste Boulland en tête au 1er tour](#)



[À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco](#)



[Municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen : Alexis Ragache réélu](#)

[avec 65,33 % des voix](#)



[Bois-Guillaume. Municipales 2026 : le maire Théo Perez est réélu dès le 1er tour](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 au Havre. Edouard Philippe en tête au premier tour avec 43,76 % des votes

Marie-Ange MARAINE

4-6 minutes

Avec une participation de 52,42 % au premier tour, C'est Edouard Philippe qui prend la tête de ces élections municipales au Havre avec 43,76 % des voix. Jean-Paul Lecoq arrive deuxième avec 33,25 % tandis que Franck Keller et ses 15,30 % prennent la troisième place.



Publié: 15 Mars 2026 à 20h09 Temps de lecture: 2 min

C'est donc, comme on pouvait le pressentir, une triangulaire qui se jouera au Havre pour les qualifiés au second tour. Au soir du premier tour des municipales, dimanche 15 mars 2026 au Havre, Édouard Philippe (Horizons) arrive en tête avec 43,76 % des voix, devançant ainsi Jean-Paul Lecoq (Union de la gauche sauf LFI) et Franck Keller (RN). Le maire sortant et ancien Premier ministre, soutenu par Renaissance, rassemble plus de suffrages que prévu par les sondages dans une élection où l'abstention s'élève tout de même à 47,58 %. Lors du premier tour des municipales en 2020, en plein Covid, elle s'élevait à 60 %, en 2014, elle était de 52,97 %.

Derrière lui, le député communiste Jean-Paul Lecoq se hisse à la deuxième place avec 33,25 % des voix. Son score, qui correspond à celui attendu, lui permet de se maintenir dans la course avec l'ambition de faire basculer Le Havre à gauche après 30 ans de municipalité de droite.

Une percée du RN mais des scores moins serrés que prévu

C'est le candidat Franck Keller (RN) qui complète le podium avec un résultat de 15,30 %, donc moins que les 18 % dont il était crédité par les sondages il y a encore quelques jours. Il s'installe comme troisième force du scrutin havrais, marquant une percée de l'extrême droite inédite depuis 1995.

Rien n'est donc joué [après ce premier tour](#). L'avance d'Édouard Philippe reste à confirmer dans l'entre-deux-tours s'il parvient à mobiliser plus encore son électorat. Jean-Paul Lecoq, lui, pourrait bénéficier du report des voix des petits candidats et listes citoyennes. Rappelons qu'un sondage Opinionway, diffusé il y a quelques jours, le donnait gagnant au second tour avec 42 % des voix. Franck Keller, nouveau visage dans le paysage politique havrais, pourrait quant à lui jouer les trouble-fêtes dans cette élection qui s'annonce moins surprenante qu'elle aurait pu l'être.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Résultats des élections municipales 2026

[Retrouvez ici tous les résultats des élections municipales 2026 en France et par communes](#) Lire aussi

[Municipales 2026. À Harfleur, Tony Leprêtre remporte l'élection à dix voix près](#)

[Résultat des municipales 2026 à Sainte-Adresse : Pierre-Jean Baudouard bat Hubert Dejean de la Bâtie](#)

[Résultats des municipales à Montivilliers : Jérôme Dubost réélu à 73 %, l'extrême droite progresse](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





Video

[En ballottage favorable au Havre, Édouard Philippe appelle « au plus large rassemblement possible »](#)



[Municipales 2026. À Harfleur, Tony Leprêtre remporte l'élection à dix voix près](#)



[Résultat des municipales 2026 à Sainte-Adresse : Pierre-Jean Baudouard bat Hubert Dejean de la Bâtie](#)





Résultats des municipales à Montivilliers : Jérôme Dubost réélu à 73 %, l'extrême droite progresse



Le billet : au Havre, un parfum de victoire dans le camp d'Edouard Philippe



Municipales 2026 au Havre. « Ni le RN, ni Édouard Philippe ne sont dans notre camp »

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Plus grand et plus moderne : le centre médico-social de Déville-lès-Rouen déménage - ICI

Emma Jacob

5-6 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Déborah Lansou, médecin, assurera des consultations deux jours par semaine au centre médico-social de Déville-lès-Rouen. © Radio France - Emma Jacob

Publié le samedi 14 mars 2026 à 6:00

Après près d'un an de travaux, le nouveau centre médico-social de Déville-lès-Rouen a été inauguré ce jeudi 12 mars 2026. La nouvelle structure accueillera toujours une dizaine de professionnels pour offrir un accompagnement médical et social aux personnes vulnérables.

Les anciens locaux étaient vétustes et étroits. Le **centre médico-social de Déville-lès-Rouen** officie désormais dans un nouveau bâtiment, inauguré ce jeudi 12 mars sur la route de Dieppe. Les travaux ont duré dix mois pour faire sortir de terre la nouvelle structure, prête à recevoir les usagers pour les **accompagner sur le plan médical et social**.

"C'est plus fonctionnel"

Les professionnels n'ont eu qu'à traverser la rue pour investir le nouveau bâtiment. "Ça n'a rien à voir", se réjouit Sandrine Terrassoux, infirmière puéricultrice en Protection Maternelle et Infantile (PMI) qui **consultait depuis vingt-trois ans dans les anciens locaux**. "Il y avait un escalier et pas d'ascenseur. Nous

n'avions pas non plus de salle d'attente, donc parfois les poussettes devaient patienter à l'extérieur. Aujourd'hui c'est plus fonctionnel."

Le nouveau centre médico-social de Déville-lès-Rouen a été inauguré le 12 mars 2026. © Radio France - Emma Jacob

Le bâtiment flambant neuf de **500 m2 est désormais accessible aux personnes en situation de handicap** ou à mobilité réduite, et peut recevoir un plus grand nombre d'usagers, avec des salles dédiées à l'accueil des familles. L'équipe, elle, n'a pas changé : **une dizaine de professionnelles** telles que des assistantes sociales, une conseillère en économie sociale et familiale ou encore une médecin pédiatre, dont les consultations sont prises en charge à 100% pour les personnes sans couverture sociale.

Près de 2 millions d'euros

Seul changement pour Déborah Lansou, médecin généraliste de formation, et désormais spécialisée dans la petite enfance : elle sera davantage présente sur le site, à raison de deux journées par semaines afin d'accompagner les jeunes parents. *"Les rendez-vous sont un peu plus rapides que chez un médecin généraliste"*, sourit-elle, ajoutant que l'exercice de son métier lui permet également de consacrer plus de temps à chaque enfant.

Dans ces nouveaux locaux, le centre médico-social de Déville-lès-Rouen accueillera également tous les lundis un conseiller numérique, afin d'aider les usagers à **effectuer certaines démarches en ligne**. Les travaux de ce nouveau bâtiment, financés par le département, ont coûté 1 966 000 euros.

Le nouveau centre médico-social de Déville-lès-Rouen a été inauguré le 12 mars 2026. © Radio France - Emma Jacob

- [Fonction publique](#)
- [service public](#)
- [Sécurité sociale](#)
- [Santé publique](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La restauration de l'abbatiale Saint-Ouen de Rouen a été inaugurée ce vendredi, au terme d'un chantier long de quatre ans qui aura coûté 26 millions d'euros. Le monument a retrouvé sa blancheur d'origine, mais a surtout bénéficié de travaux de structure, notamment de toiture et de charpente.

Le 20/09/2025 à 00:09

- La ville des Andelys (Eure) va accueillir plusieurs professionnels de santé. Un pôle médico-social est en cours de construction sur le site de l'ancien hôpital Saint-Jacques. Trois médecins vont s'installer dans la maison de santé dont l'ouverture est prévue au premier semestre 2026.

Le 28/08/2025 à 10:43

- Une cinquantaine de pompiers ont été déployés ce mardi soir à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, près de Rouen, pour un incendie survenu dans un bâtiment d'Emmaüs.

Le 09/07/2025 à 05:53

- Le trafic est très compliqué sur la route du côté de Sotteville-lès-Rouen, après un accident entre deux voitures et un scooter ce vendredi 11 juillet, peu après 8 heures.

Le 11/07/2025 à 09:19

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Pourquoi des infirmières de la région de Dieppe se retrouvent sans salaire

5-7 minutes

Pascaline Guerido, infirmière de l'association Asalée à Dieppe, n'a plus de salaire depuis février. L'Assurance maladie a stoppé ses subventions versées à son employeur.

Sur le même thème

[maladie](#)

[Santé](#)

[Solidarité](#)



Même si elle n'est plus payée, Pascaline Guerido (au centre, entourée de deux de ses patientes), continue de travailler à Dieppe (Seine-Maritime), elle qui est passionnée par son métier. ©Les Informations dieppoise

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 14 mars 2026 à 20h37

« Cela faisait six mois qu'ils menaçaient de nous couper les vivres et ils l'ont fait », déplore Pascaline Guerido. **Infirmière de l'association Asalée** depuis 2023 à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), la **professionnelle de santé** a pris un véritable « coup sur la tête ».

Depuis février 2026, elle ne touche plus de **salaire**. La Cnam, la

Caisse nationale de l'Assurance maladie, a en effet arrêté de subventionner l'association qui l'emploie.

Asalée regroupe à l'échelle nationale plus de 9 000 médecins traitants et plus de 2 000 infirmières, dont quatre travaillent en région dieppoise.

Les patients sont accompagnés dans le cadre d'une éducation thérapeutique personnalisée par une infirmière et son médecin. Avec cet accompagnement, les personnes malades s'approprient leur pathologie et peuvent devenir plus autonomes.

Un véritable confort professionnel

Depuis 2004, l'association Asalée fonctionne sous convention avec la Cnam et cette dernière lui verse des subventions. Mais en juillet 2025, l'Igas, l'Inspection générale des affaires sociales, a dénoncé, dans un rapport, un certain nombre de dysfonctionnements de gestion de l'association.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'association travaille pourtant depuis plusieurs mois pour se mettre en conformité, mais la Cnam a stoppé les versements avant la fin de sa convention et n'a pas souhaité la renouveler.

Conséquence : plus de rentrées d'argent pour l'association et donc plus de salaires pour les infirmières...

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Une interview a été consacrée par APM international – un service d'actualité dédié à la santé – à Thomas Fatôme, le président de la Cnam.

S'il dit croire au dispositif d'Asalée, il estime que la transparence et la conformité aux règles des marchés publics sont des conditions préalables pour permettre à Asalée d'être à nouveau financée.

Néanmoins, un accord existerait entre Asalée et la Cnam pour attendre que l'association se mette en Scic, une Société coopérative d'intérêt collectif qui a pour objet la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif présentant un caractère d'utilité sociale.

Pascaline Guerido reconnaît « qu'avec notre système holocratique (la prise de décision se fait en commun, NDLR), nous sommes en totale autonomie. Oui, notre prestataire informatique avec lequel nous travaillons fonctionne très bien, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions lancer un appel d'offres tous les ans pour le changer », explique-t-elle, avant d'ajouter : « Même s'il est dans son bon droit (Thomas Fatôme, NDLR), je trouve ça très brutal de ne plus nous subventionner, humainement, c'est incroyable », souffle l'infirmière.

La professionnelle de santé dénonce plusieurs choses : la subvention de décembre 2025 n'a pas été reversée à Asalée. Elle aurait aimé qu'Asalée dispose de plus de temps pour tenter de se « mettre en conformité ».

Enfin, l'infirmière craint que l'Assurance maladie veuille changer leur statut pour celui d'infirmières de santé publique.

Soutenue par ses patientes

Ce mardi 10 mars, l'infirmière Asalée Pascaline Guerido est accompagnée de Françoise Meunier et de Danièle Lefebvre, deux de ses patientes qui ont souhaité la soutenir, mais aussi « soutenir un système dont on bénéficie depuis plus de deux ans », rappellent-elles.

Les deux femmes ont l'occasion de faire de la marche avec l'infirmière. Vu leur pathologie, cela leur fait beaucoup de bien, en plus de voir du monde et de passer un bon moment.

Françoise Meunier est convaincue que le fonctionnement d'Asalée ne plaît pas à l'Assurance maladie. Pour la patiente « il n'y a pas de millefeuille administratif », une spécialité française selon elle.

Une chose impensable pour la Dieppoise : « Nous sommes dans un vrai confort de vie professionnelle, avec des patrons bienveillants. Là, j'ai bien peur que l'on nous impose un certain nombre de patients pour être rentables. Et travailler avec une personne qui coupe les salaires comme ça, ça ne m'inspire pas confiance », dit-elle.

Pascaline Guerido constate une santé « malmenée », elle qui se rappelle que beaucoup se sont battus pour la Sécurité sociale. En attendant, Asalée a assigné l'Assurance maladie au tribunal.

L'association a été déclarée en cessation de paiement. Pour l'instant, Pascaline Guerido continue d'aller travailler, « sans savoir si je vais être payée, mais nous allons nous battre », conclut-elle.

Samedi 14 mars, elle a indiqué qu'une procédure judiciaire serait aussi menée par la Cnam, repoussant la procédure menée par la présidente. Les infirmières ne devraient pas être payées avant la mi-avril.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pourquoi la D925 sera en partie fermée à la circulation pendant plusieurs nuits, près de Fécamp ?

Suzelle Gaube

3–4 minutes

Du lundi 16 au vendredi 20 mars 2026, une partie de la D925 sera fermée à la circulation la nuit : des travaux doivent être réalisés sur la chaussée.



Deux portions de la D925 vont être fermées à la circulation la nuit pendant quelques jours, lors de la seconde quinzaine du mois de mars 2026. Ici, entre Auberville-la-Renault et Epreville. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Publié: 16 Mars 2026 à 06h37 Temps de lecture: 1 min

Ne soyez pas surpris si deux portions de la D925, près de Fécamp, sont fermées à la circulation à partir de 20h30, après la mi-mars 2026. « *Des travaux de réalisation de la couche de roulement, sur la D925 se dérouleront de nuit, de 20h30 à 6h, du lundi 16 au jeudi 19 mars 2026 pour la section Bretteville-du-Grand-Caux – Auberville-la-Renault*, indique le Département de la Seine-Maritime.

Et du mercredi 18 au vendredi 20 mars pour la section Épreville – Auberville-la-Renault via Sausseuzemare-en-Caux ». En ajoutant que « la mise en place de déviations est nécessaire pour la réalisation de ces travaux ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La finalisation de travaux engagés en janvier 2026

Ces travaux sont la continuité [de ceux engagés en janvier 2026](#) : il s'agissait de l'aménagement de bandes multifonctionnelles sur la D925 entre les communes de Bretteville-du-Grand-Caux et d'Auberville-la-Renault « *visant à garantir de meilleures conditions de sécurité aux usagers qui empruntent quotidiennement cet axe routier* ».

Lire aussi

[Municipales 2026. À Harfleur, Tony Leprêtre remporte l'élection à dix voix près](#)

[Résultat des municipales 2026 à Sainte-Adresse : Pierre-Jean Baudouard bat Hubert Dejean de la Bâtie](#)

[Résultats des municipales à Montivilliers : Jérôme Dubost réélu à 73 %, l'extrême droite progresse](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Epreville \(Seine-Maritime\)](#), [Bretteville-du-Grand-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





Video

[En ballottage favorable au Havre, Édouard Philippe appelle « au plus large rassemblement possible »](#)



[Municipales 2026. À Harfleur, Tony Leprêtre remporte l'élection à dix voix près](#)



[Résultat des municipales 2026 à Sainte-Adresse : Pierre-Jean Baudouard bat Hubert Dejean de la Bâtie](#)





Résultats des municipales à Montivilliers : Jérôme Dubost réélu à 73 %, l'extrême droite progresse



Le billet : au Havre, un parfum de victoire dans le camp d'Edouard Philippe



Municipales 2026 au Havre. « Ni le RN, ni Édouard Philippe ne sont dans notre camp »

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

actu.fr

Le quartier de la gare de Dieppe transformé d'ici fin 2028

2-3 minutes

Pôle d'échange multimodal, maison de l'énergie... le quartier de la gare de Dieppe (Seine-Maritime) va profondément changer. Il sera transformé d'ici fin 2028.

Sur le même thème

[SNCF](#)

[Travaux](#)



Le quartier de la gare de Dieppe (Seine-Maritime) va fortement évoluer dans les années à venir. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 15 mars 2026 à 10h59

En parallèle de **projets de logements** qui vont transformer plusieurs quartiers de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), tout l'espace autour de la **gare** va fortement changer.

Les élus l'ont répété à maintes reprises : un projet de **pôle d'échanges multimodal** est prévu. Il englobe quatre secteurs : la gare, le futur pôle énergétique, le centre Jean-Renoir et vers les futurs locaux d'Eiffage.

Ce dernier vise à répondre aux enjeux de demain, en matière d'attractivité, de mobilité et de stationnement. Cette transformation va pouvoir se faire notamment dans le cadre du programme Action cœur de ville, qui vise à redynamiser les villes moyennes.

Les ordres de services de travaux doivent être établis au plus tard en octobre 2027. Afin de bénéficier d'une subvention, les travaux doivent être terminés pour fin 2028.

Vidéos : en ce moment sur Actu

À noter que l'estimation des travaux est de 3,5 millions d'euros. Le 21 novembre dernier, l'Agglo a lancé une consultation pour trouver un maître d'œuvre. Il a été choisi en février : c'est le groupement de l'Agence Topo / Pax Ingénierie et 2AD qui sera en charge des travaux.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

De nouveaux travaux prévus à Dieppe en mars

7-9 minutes

Comme chaque mois, la rédaction vous propose une liste non exhaustive des travaux pouvant perturber la circulation et le stationnement à Dieppe (Seine-Maritime). On fait le point.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Stationnement](#)

[Travaux](#)



La circulation et le stationnement peuvent être légèrement perturbés à l'occasion de travaux à Dieppe (Seine-Maritime).

©Illustration Fabien Hisbacq

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 10 mars 2026 à 12h12 ; mis à jour le 15 mars 2026 à 9h03

[Mise à jour le 15/03/2026 à 9 h 03] De nouveaux travaux ont été ajoutés à la liste.

Bien que les **élections municipales** approchent, les **travaux** ne s'arrêtent pas pour autant. A [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), voici une liste non exhaustive des chantiers pouvant temporairement

perturber la **circulation ou le stationnement**.

Les travaux sont répartis **par quartier** et la liste sera mise à jour tout au long du mois.

Bout du quai / Front de mer

Quai du Hâble : afin d'effectuer des travaux de couverture, du lundi 9 au vendredi 20, la circulation est réduite rue de la Rade, à l'angle du quai du Hâble.

Le stationnement sera interdit sur une place de la rue de la Rade.

Esplanade Laëtitia Guapo : jeudi 19 et vendredi 20, des travaux sont prévus sur l'espace de street workout. La circulation piétonne et cyclable sera interdite.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Caude Côte

Rue Fox-Sainsbury : entre le lundi 9 et le vendredi 27, pour une durée de deux jours, la circulation est réduite et régulée par alternat manuel, afin d'effectuer des travaux de réparation sur le réseau d'eau potable.

Plusieurs places de stationnement seront interdites.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Centre-ville

Boulevard Clemenceau : du lundi 2 mars au jeudi 31 décembre, le stationnement est interdit sur tous les emplacements situés dans la voie d'accès au parking de la médiathèque. Des travaux de réhabilitation d'un immeuble sont prévus.

Place Saint-Jacques : des travaux de mise en sécurité sont prévus. Entre le lundi 9 mars et le jeudi 30 avril, en fonction de la durée des travaux, le stationnement est interdit sur une place.

Rue de Sygogne : du lundi 9 au vendredi 20, de 9 h à 11 h et entre 14 h et 16 h, la circulation est réduite, dans le cadre de travaux de création de lucarnes.

Rue des Maillots : mardi 17, la circulation est interdite afin de

permettre une intervention sur une toiture.

Rue du Port-d'Ouest : un déménagement est programmé mercredi 18. Entre 9 h et 18 h, la circulation sera interdite.

Rue Desceliers : le mercredi 18 ou le mercredi 25, entre 9 h et 16 h, la circulation est réduite, afin d'effectuer une mise à la cote d'un regard du réseau gaz.

Grande-Rue : une livraison de matériaux est programmée lundi 23. De 8 h à 11 h, la circulation est interdite, dans le tronçon compris entre les arcades de la Bourse et la place Nationale.

Rue de la Barre : des travaux d'étanchéité sur un balcon sont prévus. Du lundi 23 au vendredi 27, le stationnement est interdit, à hauteur du n°30.

Rue Thomas-Bouchard : vendredi 27, la circulation est interdite, dans le tronçon compris entre le passage Pauline-Amblard et la place Naâman.

Rue Duquesne : dans le cadre d'un déménagement, lundi 30, de 8 h à 14 h, la circulation est interdite, dans le tronçon compris entre la rue du Haut Pas et la Grande rue.

Hôpital / Saint-Pierre

Rue Jules-Ferry : des travaux de réparation sur le réseau d'eau potable sont prévus. Entre le lundi 9 et le vendredi 27, pour une durée de deux jours maximum, la circulation est interdite ainsi que rue Jehan-Véron, entre la rue de Blainville et la rue Jules-Ferry.

Le stationnement sera interdit sur plusieurs places.

Janval

Avenue Jean-Jaurès : du lundi 9 au vendredi 27, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h, la circulation est réduite et régulée par des feux tricolores. Le stationnement sera interdit, afin d'effectuer des travaux de taille en rideau.

Rue Georges-Hue : afin d'effectuer des travaux d'étanchéité sur des immeubles, lundi 16, la circulation est interdite.

Rue Valentin-Feldman : un déménagement est organisé le mercredi 25. Deux places de stationnement seront monopolisées.

Rue Bousquet : le jeudi 26, de 11 h à 17 h, la circulation est interdite dans le tronçon compris entre la rue Michel-Courbet et la rue des Jardiniers. Un déménagement est planifié.

Pollet / Neuville-lès-Dieppe

Avenue de la République : du lundi 9 mars au vendredi 10 avril, le stationnement est interdit, côté impair, entre les n°7 et 11, afin d'effectuer des travaux de réfection suite à un sinistre.

Rue Lombarderie : un déménagement est prévu dimanche 15.
Entre 9 h et 15 h, la circulation est interdite.

Grande rue du Pollet : entre le mardi 3 mars et le vendredi 3 avril ; de 9 h à 16 h, en fonction des travaux et pour une durée maximale de trois jours, la circulation est réduite et si nécessaire régulée par alternat manuel ou par feux tricolores : quai du Carénage, dans le tronçon compris entre la rue Guillaume-Terrien et la Grande Rue du Pollet ; Grande rue du Pollet, dans le tronçon compris entre le quai de la Somme et la rue Joseph-Brunel ; quai de la Somme, dans le tronçon compris entre la Grande rue du Pollet et la rue des Charrettes.

Le stationnement sera interdit quai du Carénage, côté pair.

Rue Léon-Lefebvre : des travaux de réparation sur le réseau d'eau potable sont prévus. Entre le lundi 9 et le vendredi 27, pour une durée de deux jours maximum, la circulation est réduite et le stationnement interdit sur plusieurs places.

Route de Bonne Nouvelle : du mercredi 11 au vendredi 20, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h, la circulation est réduite, afin d'effectuer des travaux de couverture.

Rue Albert-Réville : afin d'effectuer un branchement sur le réseau électrique, du lundi 2 mars au vendredi 3 avril, le stationnement est interdit, entre les numéros 19 et 27.

Rue des Mésanges : dans le cadre d'un déménagement, la circulation sera réduite le mardi 17 de 10 h à 19 h et le mercredi 18.

Rue Jean-Antoine Belleteste : mardi 31 mars et mercredi 1er avril, de 9 h à 17 h, la circulation est interdite ainsi que rue Tête de Boeuf, dans le tronçon compris entre les rues Vareille et Jean-Antoine Belleteste.

Le stationnement sera interdit quai de l'Yser, dans le tronçon compris entre le n°19 et le quai Pierre-Pocholle et quai Pierre-Pocholle.

Port de Dieppe

Rue de l'Entrepôt : entre le lundi 16 mars et le vendredi 17 avril,

entre 9 h et 16 h, pour une durée ne dépassant pas une journée, la voie de gauche est neutralisée et la circulation déviée sur la voie de droite.

Des travaux de remise à la cote d'un regard du réseau gaz sont prévus.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Une route fermée à la circulation près de Dieppe à cause d'une marnière

2-3 minutes

Une route dans la commune de La Chaussée (Seine-Maritime), près de Dieppe, est fermée depuis samedi 14 mars 2026. Une marnière a été détectée.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Travaux](#)



Une marnière a été détectée dans la commune de La Chaussée (Seine-Maritime). La route menant à Dénestanville depuis un bois est fermée ce samedi 14 mars 2026. ©Commune La Chaussée

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 14 mars 2026 à 15h17

Prudence si vous circulez vers la commune de [La Chaussée \(Seine-Maritime\)](#). Ce samedi 14 mars 2026, la municipalité a fermé la **rue Saint-Adrien** reliant Dénestanville au bois Hulin.

Une **marnière** s'est ouverte au milieu de la route. La commune a informé les habitants depuis sa page Facebook.

Afin d'éviter aux véhicules de circuler sur cet axe, un arbre a été

mis en travers de la route. La municipalité a également publié un arrêté de la circulation et l'a transmis aux autorités.

Une entreprise sera contactée lundi 16 mars pour savoir quand des travaux pourraient être menés.

Vidéos : en ce moment sur Actu

En attendant, des déviations ont été mises en place.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Une deuxième rue interdite d'accès

Certains internautes ont rappelé que ce n'est pas la seule rue concernée par une marnière. En effet, la rue André-Nothias a précédemment été fermée à la circulation, car une marnière aurait aussi été détectée.

Il n'y a donc plus d'accès direct vers le village de Torcy-le-Petit.

La municipalité a d'ailleurs informé que des sondages seront réalisés en avril 2026 dans l'espoir de régler le problème.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco

Véronique Baud

5–6 minutes

La Maison sublime est un élément de patrimoine exceptionnel à Rouen, le plus vieux monument juif connu de France. Un projet de classement au Patrimoine mondial de l'Unesco va être lancé prochainement.



La Maison sublime a été découverte il y a 50 ans par les ouvriers qui refaisaient le pavage du Palais de justice de Rouen. - Photo Stéphanie Péron Clément



Publié: 16 Mars 2026 à 07h39 Temps de lecture: 2 min

Il aura fallu 15 ans pour que la Maison sublime à Rouen, plus vieux monument juif connu de France, soit [ouverte au public](#) en 2022.

L'association La Maison Sublime, que préside Jacques-Sylvain Klein, veut franchir une nouvelle étape. Elle souhaite faire inscrire ce monument du Rouen juif médiéval au patrimoine mondial de l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la

Science et la Culture). « *C'est le début de l'élaboration du projet, que nous avons adopté en assemblée générale en 2025* », précise-t-il.

Un colloque va être organisé en novembre 2026 pour lancer cette candidature. Le processus est très long. « [*On sait que cela va prendre pas mal d'années*](#), mais on a bon espoir. On s'appuie sur l'exemple allemand. Trois villes Mayence, Worms et Spire ont obtenu ce classement en 2022 sur un projet similaire qui englobe quatre monuments juifs médiévaux », complète Jacques Klein. Des représentants de ces villes allemandes sont invités au colloque en fin d'année.

Découverte il y a 50 ans

Si la Maison sublime « *est le plus ancien monument juif de France* », insiste Jacques Klein. « *Il est peut-être le plus ancien d'Europe, mais là-dessus on n'a pas de certitude. Si comme le pensait Norman Golb [grand historien médiéviste américain disparu en 2020 NDLR], ce monument est une école rabbinique datant du Moyen Âge, ce serait la seule au monde identifiée* », ajoute le promoteur de ce lieu exceptionnel.

La Maison sublime est située sous le palais de justice toujours en activité. Ses pavés cachent le monument de style roman qui date du XII^es. Il fut découvert en août 1976 lors des travaux de pavage de la cour.

Le nom vient d'un graffiti

En descendant un escalier derrière la cour d'appel, on découvre des murs en pierre blanche calcaire de la vallée de la Seine. Le bâtiment affiche les dimensions de 14 mètres sur 9,5 mètres, avec une tourelle d'escaliers. Les murs du sous-sol et du rez-de-chaussée ont été restaurés et peuvent rappeler ceux de l'abbaye de Saint-Georges-de-Boscherville.

Seize graffitis en hébreu figurent sur les pierres. On y trouve des noms de personnes, et une citation du Livre des Rois : « Que cette maison soit sublime ». D'où l'origine du nom de l'édifice.

[Maison Sublime](#) : visite guidée les samedis à 10 h 30 et à 14 h 30, avec deux créneaux supplémentaires en semaine lors des vacances scolaires. Durée : 1 h, tarif : 8,50/9.50€ / personne.

Lire aussi





[Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour](#)



[Municipales 2026 à Barentin : Christophe Bouillon plébiscité avec plus de 80 % des suffrages](#)



[Le Mesnil-Esnard, Bonsecours... où y aura-t-il un second tour dans l'est de la Métropole de Rouen ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Municipales 2026. À Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol en tête, mais prudent avant le second tour](#)



[Municipales 2026 en Seine-Maritime et dans l'Eure : découvrez les résultats de l'élection par commune](#)





[Bihorel. Municipales 2026 : la gauche et Baptiste Boulland en tête au 1er tour](#)



[À Rouen, le plus vieux monument juif de France candidat au Patrimoine mondial de l'Unesco](#)



[Municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen : Alexis Ragache réélu avec 65,33 % des voix](#)





[Bois-Guillaume. Municipales 2026 : le maire Théo Perez est réélu dès le 1er tour](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Une participation historiquement faible au premier tour, scrutin “Covid” de 2020 excepté

Acteurs publics

3–4 minutes

Une abstention des plus élevées pour un scrutin municipal. Les instituts de sondage évaluent la participation entre 56 % et 58,5 % pour le premier tour dimanche organisé ce 15 mars, un score en nette baisse par rapport à 2014 et seulement devant celui de 2020, en pleine pandémie de Covid.

Avant ce premier tour de scrutin, sondeurs, observateurs et politiques s'accordaient sur un point: en raison du Covid, toute comparaison avec les précédentes élections municipales de 2020, et singulièrement le premier tour qui s'était tenu à quelques jours du confinement, étaient à proscrire. Jeudi, un baromètre Odoxa-Backbone pour *Le Figaro* tablait encore sur une participation comprise entre 65 % et 71 %.

Ces chiffres représentent donc sans surprise une hausse par rapport au plancher historique de mars 2020 (42,30%). Mais ils traduisent surtout une baisse sensible par rapport aux élections de 2014, qui avaient vu la participation s'établir à 63,55 % au premier tour.

“En dehors de 2020, on arrive à un record à la baisse sous la Ve République, marque d'une érosion lente depuis une quarantaine d'années”, a expliqué à l'AFP François Kraus, directeur du pôle politique de l'Ifop. Le sondeurs discerne des *“raisons structurelles”*: *“un éloignement des Français par rapport à leur maire”* qui, cependant, *“reste populaire”*.

Mais aussi des explications *“conjoncturelles”*: une campagne éclipsée par la situation internationale et notamment la guerre en Iran. *“La faiblesse du vote sanction”* avec un gouvernement *“très peu présent”* et un nombre *“famélique”* de liste estampillées Renaissance. Mais aussi la réforme du mode de scrutin qui *“a*

aussi engendré une réduction forte de l'offre dans les communes rurales”, avec “deux tiers des communes représentant un quart des électeurs où il n’y a qu’une seule liste”, détaille François Kraus.

“Fatigue démocratique”

“C’est un score historiquement bas pour des municipales, hors 2020”, confirme Adélaïde Zulfikarpasic, directrice du pôle société d’Ipsos BVA. Selon elle, “la lassitude des citoyens s’accroît, du fait notamment de la crise politique et de l’instabilité depuis 2 ans” et la dissolution de l’Assemblée, en plus du contexte international. Élection la plus prisée des Français après la présidentielle, l’élection municipale n’échappe pas à l’érosion de la participation. “Cette fatigue démocratique touche désormais aussi l’échelon local. Ce n’est pas une bonne nouvelle pour notre démocratie”, estime Mme Zulfikarpasic.

Cette abstention, estimée entre 41,5 % et 44 %, représente également une baisse sensible par rapport à celle des élections législatives anticipées de juin 2024, consécutive à la dissolution de l’Assemblée nationale par Emmanuel Macron. 66,71 % des électeurs s’étaient alors rendus aux urnes pour désigner leurs députés. Au premier tour de l’élection présidentielle de 2022, la participation s’était établie à 73,69 %.

Avec AFP

La DGFIP confrontée à la reconnaissance judiciaire d'un suicide imputable au service

Par Paul Idczak

5–6 minutes

C'est un jugement dont la direction générale des finances publiques (DGFIP) aurait sans nul doute préféré se passer. [Dans une décision rendue le 10 mars dernier](#), la cour administrative d'appel de Toulouse a confirmé que le suicide d'une agente de la direction départementale des finances publiques des Pyrénées-Orientales, survenu fin 2017 à son domicile alors qu'elle était en congé de maladie, était bel et bien imputable au service. Les juges ont ainsi confirmé le précédent jugement du tribunal administratif de Montpellier, qui avait statué dans le même sens en 2024, avant que la DGFIP ne fasse appel.

Dans cette affaire, l'agente concernée, une contrôleuse principale des finances publiques qui souffrait de troubles anxiodépressifs chroniques depuis 2003, s'était vue, plus de trois ans avant son suicide, reconnaître la qualité de travailleuse handicapée. Face à la situation, le médecin de prévention avait préconisé d'adapter le poste de travail de l'intéressée, pour lui éviter un stress *“de nature à aggraver son état de santé”*. Il recommandait notamment un changement de trésorerie et un temps de travail quotidien ne dépassant pas les sept heures.

Lire aussi : [49 % des agents de la DGFIP considèrent que la charge de travail n'est pas correctement répartie au sein de leur service](#)

Si la mutation dans un autre service a été refusée à l'agente, car il impliquait *“une charge de travail trop importante”*, selon les dires de Bercy, cités dans le jugement, sa hiérarchie soutenait qu'elle avait bien mis en œuvre des adaptations, en attribuant à l'intéressée un bureau au premier étage de son bâtiment, *“où l'aspect relationnel était meilleur”*, et en lui confiant des tâches *“sans pression”*,

couplées à des temps de pause.

Des écarts à la fiche de poste face à un manque de personnel

Problème : en dépit de ces changements avancés par Bercy, parmi lesquels seul le changement d'étage est établi par les pièces du dossier, les juges notent que l'agente s'est *“parfois retrouvée seule dans son secteur”* et *“a dû effectuer des tâches urgentes”*. En outre, son chef de service avait indiqué à la médecine de prévention, en mai 2016, que *“la notion de fiche de poste [n'était] plus d'actualité en ces temps de disette en personnel”*. Et de poursuivre : *“La responsabilité du comptable impose une gestion des plus pragmatiques : payer, encaisser et comptabiliser dans les meilleurs délais. Je précise que si [l'agente] est en charge des dépenses des collectivités locales, son poste de travail est par définition « polyvalent ». [...] Il arrive aussi que le manque de personnel m'oblige à lui demander de gérer les recettes des collectivités.”*

L'administration n'a par ailleurs pas non plus transmis un état détaillé des heures de travail effectives réalisées par l'agente. Autant d'éléments qui ont poussé les juges à considérer que *“les préconisations émises pour éviter une surcharge de travail et des situations de stress”* n'ont pas été respectées par la hiérarchie.

“Bien que la commission de réforme [une instance consultative comprenant deux médecins, deux représentants de l'administration et deux représentants du personnel, ndlr] a émis un avis défavorable à la reconnaissance de l'imputabilité au service du suicide de Mme C..., en se basant au demeurant sur un rapport d'expertise médicale établi post mortem par un médecin légiste, ce suicide, résultant d'une dégradation de son état de santé, doit en l'espèce être considéré comme présentant un lien direct avec le service”, écrivent dans leur jugement les magistrats de la Cour administrative d'appel.

Contactée par *Acteurs publics*, la DGFIP indique avoir *“bien pris note”* du jugement de la CAA, et ne pas faire de pourvoi devant le Conseil d'État. *“Nous allons tirer toutes les conséquences de la décision de justice afin de permettre la reconnaissance de l'imputabilité et des droits afférents”*, précise-t-elle.

Un plan de prévention rejeté par les syndicats

Ce jugement intervient alors que la DGFIP a enregistré au moins

36 “événements graves”, dont 18 suicides depuis janvier 2025. En août dernier, cette vague de suicides touchant les personnels de cette administration très étendue de Bercy avait été révélée par nos confrères du *Monde*, engendrant notamment plusieurs questions écrites de parlementaires sur les conditions de travail dans les services des finances publiques.

Lire aussi : [Mal-être à la DGFIP : un plan de prévention des suicides qui peine à convaincre](#)

En réaction, la DGFIP a mis sur pied, au cours de l'automne dernier, un projet de plan de prévention, et systématisé le déclenchement d'une enquête à la suite de chaque suicide au sein de ses services, afin de déterminer la présence ou non d'indications particulières qui auraient pu expliquer le passage à l'acte et prendre les dispositions nécessaires. Sans pour autant convaincre les syndicats du personnel, qui ont rejeté unanimement le plan proposé par la directrice générale, Amélie Verdier. Le jugement rendu en ce mois de mars leur donnera probablement l'occasion de refaire entendre leurs arguments, à neuf mois des élections professionnelles.

Rappelons que la DGFIP a perdu 40 000 postes entre 2008 (130 000) et 2024 (94 000).

Parité : un baromètre pour mesurer la répartition du pouvoir décisionnel dans la haute fonction publique

Par Marie Malaterre

5–6 minutes

À l'occasion de son séminaire annuel, l'association de femmes hautes fonctionnaires, Administration Moderne, a dévoilé les résultats de son baromètre de la gouvernance publique, réalisé en partenariat avec l'IAE Lyon School of Management de l'Université Jean Moulin Lyon-III. Cet outil, composante d'un vaste [état des lieux sur l'égalité dans la haute fonction publique](#), est destiné, selon l'association, à rendre visible la répartition réelle du pouvoir décisionnel dans la fonction publique.

Pour la première fois, Administration moderne a effet présenté, ce vendredi 13 mars au matin, un travail de fond, à travers un livrable de 130 pages, destiné à éclairer à la fois l'exécutif et les ministères sur les enjeux à identifier et relever en matière d'égalité au plus haut sommet de l'État. Au sommaire, des analyses chiffrées mais aussi les retours d'expérience de femmes hautes fonctionnaires, ainsi que les freins qu'elles identifient encore dans l'accès aux plus hautes responsabilités.

Concrètement, il repose sur un système de notation attribuant des points aux différents postes de direction selon leur niveau d'influence, afin de mesurer le poids réel des fonctions occupées. *"Il permet d'identifier plus clairement les écarts entre les femmes et les hommes dans l'exercice des responsabilités"*, fait valoir Administration Moderne. Le baromètre rassemble en effet des données habituellement dispersées dans diverses sources institutionnelles.

Entre 2025 et 2026, on observe ainsi une amélioration sensible de la parité dans la gouvernance effective des ministères. *"L'enjeu n'est plus seulement normatif, il devient pleinement managérial et organisationnel"*, souligne Nelly Fesseau, [présidente](#)

[d'Administration Moderne](#) et directrice de l'agence Erasmus + France, éducation et formation. *L'efficacité des instruments désormais disponibles – nominations équilibrées, plans d'action, index égalité – dépend de leur appropriation par les employeurs publics et leur intégration dans les pratiques quotidiennes de gestion des ressources humaines.*”

Lire aussi : [À l'aube de la mise en place de l'obligation de parité dans les cabinets ministériels, Matignon reste loin de l'objectif](#)

L'année dernière, aucun ministère n'atteignait la parité stricte, c'est-à-dire le score de 100 %, même si certains se situaient dans la zone dite “*équilibrée*” entre 80 et 120 %, comme le ministère de la Justice, qui obtenait alors 109 %, ou celui des Affaires sociales à 111 %.

Cette année, la situation progresse, puisqu'un ministère atteint la parité parfaite, celui des Armées, et plusieurs autres se maintiennent dans la zone d'équilibre, avec des scores resserrés autour de 100 % : 102,2 pour le ministère de la Justice, 90,7 pour l'Intérieur ou encore 84,1 pour la Transition écologique. “*La dynamique montre un recentrage vers la zone d'équilibre et une diminution des écarts extrêmes dans le haut du classement*”, souligne l'association. À noter également que la parité stricte est atteinte à 100 %, mais la gouvernance équilibrée s'établit, elle, entre 80 et 120 %. À titre d'illustration, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche atteint le score de 120 % et la Culture, 116,5 %. Côté mauvais élève, on peut citer le ministère de l'Éducation nationale, Bercy ou encore le Quai d'Orsay, qui font état d'une gouvernance non équilibrée et, pour certains d'entre eux, loin de l'être.

Les barrières se lèvent

L'association a également mené une analyse des nominations au Journal Officiel sur les douze derniers mois. Il en ressort notamment une féminisation visible dans le corps préfectoral, y compris sur des postes à haute responsabilité. Plusieurs décrets récents montrent ainsi des nominations de préfètes sur des postes clés, mais la féminisation reste très en deçà d'une réelle parité, avec environ 20 % de femmes préfètes.

Il semble néanmoins que les barrières se lèvent et qu'une tendance se dégage vers une féminisation encore plus sensible chez les sous-préfètes qui ont vocation à devenir préfètes. Une féminisation

réelle s'observe au niveau de l'accès aux postes de représentation territoriale et de commandement administratif. *“C'est un progrès dans l'égalité d'accès, même si la question de la proportion globale reste très en deçà du souhaitable”*, commentent les auteurs de l'étude. Côté Éducation nationale, on note également une importante féminisation dans les rectorats. Un signal fort, dans la mesure où ces derniers proposent des postes très décisionnels, tout comme la préfectorale.

À noter, par ailleurs, que l'examen des postes les plus stratégiques au cœur de l'exécutif, dans les cabinets ministériels, les directions de cabinet et les fonctions de coordination et d'arbitrage, révèle une concentration encore majoritairement masculine. Si la parité gouvernementale peut être affichée au niveau des ministres, l'accès aux fonctions de verrouillage décisionnel demeure inégal.

Communication de l'État : la réforme accélère avec la nomination d'une préfiguratrice

Simon Gendrel

6-7 minutes

Comment communiquer plus efficacement avec des moyens limités ? C'est l'un des objectifs de la [mission "État efficace"](#) lancée en septembre 2025, auquel doit répondre le service communication du gouvernement (SIG) avec les délégations à l'information et à la communication des ministères (Dicom), chargés de remettre un projet de réforme sur la communication gouvernementale et étatique, attendue au premier semestre 2026. Visant *"l'efficacité, la cohérence et la sobriété de la communication publique"*, la réforme doit notamment statuer sur le nouveau pilotage de la communication de l'État, et, surtout, veiller à sa sobriété financière.

Placé sous l'autorité du Premier ministre, le SIG a récemment accéléré dans ce chantier en s'attachant, début mars, les services de Laure Kaltenbach-Fournier, notamment passée par Accenture et TF1. Préfiguratrice de la réforme "fonction communication de l'État", elle est *"spécialiste de la transformation et de l'innovation au service de la performance économique"*. Sa mission : établir un diagnostic de l'organisation actuelle de la communication de l'État et s'assurer que les propositions faites par les inspections soient adaptées aux réalités du terrain.

Lire aussi : [Communication de l'État : des projets d'économies drastiques et une réforme du pilotage bousculent les ministères](#)

Cette réforme de la *"fonction communication de l'État"* s'inscrit dans une succession d'étapes, à commencer par la circulaire de juillet 2024 *"visant à mettre en cohérence la communication de l'État"*, puis par le moratoire sur les dépenses de communication appliqué au dernier trimestre 2025.

Entre mutualisation des outils et priorisation des

secteurs

Ont ensuite suivi les annonces de Matignon, à la fin de l'année dernière. Celles-ci avaient fait grincer des dents les professionnels du secteur, en fixant des objectifs de réduction des dépenses de communication comprises entre 20 % pour les ministères et jusqu'à 40 % pour les opérateurs, avec, à la clé, 300 millions d'euros d'économies en 2026 par rapport à 2024.

“La phase actuelle [de préfiguration de la réforme] vise ainsi à formuler des propositions opérationnelles incluant la définition d'un modèle d'organisation cible, d'une gouvernance associée et d'une trajectoire de déploiement sécurisée, permettant d'accompagner la transformation de la fonction communication de l'État dans la durée”, détaille le service de communication du gouvernement.

Trois mois plus tard, quelles orientations se dessinent ? Le SIG planche notamment sur une *“mutualisation”* des outils de communication entre ministères et services de l'État, afin de mieux soutenir la visibilité de l'action gouvernementale et d'éviter une *“dilution des moyens”*. *“Certaines Dicom n'ont pas suffisamment de JRI disponibles pour suivre le ou les ministres de leur périmètre, alors que, dans le même temps, d'autres ministères disposent de ressources disponibles. Aujourd'hui, les ministères non dotés ont recours à de l'externalisation, faute de capacité à mobiliser des expertises pourtant disponibles”,* illustre le service.

Autre levier susceptible de structurer la future réforme : rationaliser la communication autour de la mise en œuvre des politiques publiques. *“Trop de com' tue la com'”. Il y a un effet de dilution et de cannibalisation des dispositifs entre eux”,* dit un responsable de la réforme en dictant son nouveau leitmotiv : *“communiquer, c'est choisir”*. Le service étudie enfin la possibilité de redonner davantage de marges de manœuvre aux dispositifs locaux, afin de *“spécialiser et renforcer la communication de l'État dans les territoires”*. Une orientation qui n'est pas sans lien avec l'attachement plus prononcé des Français envers leurs élus de proximité.

La crainte d'un régime à deux vitesses

Ces orientations destinées à renforcer l'efficacité de la communication étatique – *“qui en a besoin, certes”* – interrogent. Ne serait-ce qu'au niveau de la nature des politiques publiques qui

seront mises en avant, celles qui pourraient en faire les frais et, plus largement, sur la manière dont le secteur s'adapte à ces coupes budgétaires.

“Cette fonction communication doit faire un effort budgétaire certes, mais elle a vocation à garantir l'efficacité des politiques publiques, à informer le public des leviers existants et de l'accès aux aides, rappelle le responsable communication d'une autorité administrative indépendante (AAI), qui décrit un secteur paralysé. C'est un levier crucial de l'action publique.” Bien qu'indépendantes du gouvernement, ces AAI doivent rendre compte chaque année de leur activité au gouvernement et au Parlement, et font l'objet d'un contrôle sur la nomination de leurs dirigeants.

Lire aussi : [Communication publique : les professionnels dénoncent des coupes « brutales » et « sans débat »](#)

“Ces orientations m'interrogent sur le choix des missions prioritaires, à court comme à moyen terme”, poursuit ce communicant. Depuis les annonces d'économies du pensionnaire de Matignon, “on voit déjà qu'un choix s'opère sur les domaines mis en avant : certaines priorités, comme les campagnes de recrutement, prennent le dessus et en éclipsent d'autres.”

“Le service civique par exemple, compte tenu de sa situation politique et administrative actuelle, ne peut que voir ses difficultés renforcées. Or il doit parfois communiquer sur sa propre existence”, s'inquiète-t-il, redoutant la mise en place d'un régime à deux vitesses généré par cette exigence de sobriété de la communication publique.

Les objectifs de réductions de dépense ont déjà permis l'économie de 50 millions d'euros sur la communication étatique en 2025. Le SIG rappelle que la prévention en santé publique ne fait pas l'objet de ces réductions, car écartée par le moratoire appliqué cette même année. Les propositions issues de cette préfiguration feront ensuite l'objet d'arbitrages au niveau du Premier ministre au cours du premier semestre 2026.